

Montée de l'anticommunisme et de l'antisémitisme

Réaction et résistances en Europe de l'Est

NEW YORK SPARTANIST LEAGUE

333 CANAL STREET STATION

NEW YORK, N.Y. 10013

212 267-1025



Photos AP

Le 13 juin, des bandes d'extrême droite provoquent des émeutes à Bucarest (à gauche). Le lendemain, les mineurs roumains, répondant à l'appel d'Illiescu à réprimer la tentative de coup de force réactionnaire, patrouillent dans les rues (à droite).

Les gouvernements impérialistes et les médias occidentaux ont hurlé d'indignation quand des dizaines de milliers de mineurs sont descendus sur Bucarest, la capitale de la Roumanie, pour s'occuper des agitateurs d'extrême droite qui avaient incendié le siège de la police, envahi le Ministère de l'Intérieur et tenté d'occuper le bâtiment de la télévision. Le *New York Times* du 15 juin gémissait : « Les mineurs roumains

envahissent Bucarest ». Le *Monde* se lamentait que « la révolution roumaine, à supposer qu'elle ait jamais eu lieu, est bien finie » (16 juin). A Londres, le Foreign Office vitupérait contre les « mineurs de charbon émeutiers à gages ». Aux Etats-Unis, le Département d'Etat dénonçait « une violence de milices qui s'écarte des normes communément acceptées de la démocratie », et interrompait l'aide humanitaire aux

victimes d'un tremblement de terre. Les « normes » de Washington auraient été de laisser les émeutes anticommunistes préparer la voie à un coup d'Etat.

Alors que les régimes staliniens banqueroutiers s'écroulent partout en Europe de l'Est, les impérialistes cherchent à créer l'impression d'un rouleau compresseur en route vers le capitalisme et contre lequel toute résistance serait vaine. Mais en Pologne,

début juin, les cheminots ont immobilisé le transport des marchandises et des voyageurs avec une grève sauvage contre les mesures d'austérité brutales qui ont provoqué un chômage massif et affamé la population. En Bulgarie, le Parti socialiste (anciennement communiste) a remporté une majorité au Parlement à l'issue des élections de juin. Les forces réactionnaires avaient placé

Suite page 3

Mumia Abu-Jamal ne doit pas mourir!

Le soutien international s'élargit

11 juillet - Au cours des deux dernières semaines, à New York, Paris, Berlin, Hambourg, Toronto et Londres, des meetings et des manifestations pour sauver la vie de Mumia Abu-Jamal ont réuni des centaines de militants de gauche, syndicalistes, militants de la cause des Noirs, activistes anti-apartheid et adversaires de la peine de mort.

Depuis vingt ans - depuis qu'à l'âge de 14 ans, en 1968, il était porte-parole du Black Panther Party à Philadelphie - Jamal a

été la cible des flics racistes. Surnommé « la voix des sans-voix » parce qu'il a pris et prend la défense des pauvres et des minorités opprimées, Jamal, accusé du meurtre d'un policier, a été condamné à mort en 1982 à la suite d'une machination policière et d'un procès bafouant les droits de la défense. L'appel en révision de son procès vient d'être, pour la deuxième fois, rejeté par la Cour suprême de Pennsylvanie - ce qui rapproche Jamal de la chaise électrique. Il s'est donc pourvu en appel devant la Cour suprême des Etats-Unis. Jusqu'à présent, le gouverneur de l'Etat de Pennsylvanie n'a pas exercé son droit de grâce (cf. *le Bolchévik* n°102, juin).

Devant l'urgence de la situation, le Partisan

Suite page 6



M 2651 - 103 - 5,00 F



Spartakistes allemands: Lettre aux ouvriers polonais

La grève des cheminots du nord de la Pologne, en mai dernier, a secouru un pays qui subit le joug du programme d'austérité capitaliste imposé par le gouvernement pro-capitaliste dirigé par Solidarność. Le Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands, section de la Ligue communiste internationale (quatrième internationaliste), a publié une lettre, en polonais et en allemand, adressée aux travailleurs polonais et que nous reproduisons ci-dessous. Plusieurs milliers d'exemplaires de cette lettre ont été distribués sous forme de tract dans la ville portuaire de la Baltique de Szczecin et dans une réunion nationale des syndicats OPZZ à Varsovie.

Travailleurs polonais,

Vous êtes aujourd'hui confrontés de l'intérieur à la restauration capitaliste actuellement en cours et, de nouveau, de l'extérieur, au danger d'une domination impérialiste. Solidarność est en train d'affamer les travailleurs afin de se débarrasser des entreprises qui ne sont pas rentables et de vendre les autres aux banques occidentales. En même temps, l'impérialisme allemand se dirige vers la création d'un Quatrième Reich, lorgnant avidement sur la frontière Oder-Neisse et au-delà.

Vous êtes acculés à des luttes acharnées pour défendre vos emplois et votre niveau de vie, pour défendre vos familles et l'avenir de vos enfants. De grandes grèves ont commencé dans les chemins de fer, tandis que dans la région minière de Slask (Silésie) et ailleurs des grèves dures ont déjà été menées. Mais, pour triompher des forces qui se sont liguées contre vous, les travailleurs polonais doivent aller au-delà des revendications purement économiques. Cela nécessite non seulement une détermination à se battre, mais également une compréhension politique des événements qui ont conduit à la situation actuelle et un programme politique basé sur les intérêts véritables de la classe ouvrière internationale.

Il y a huit ou neuf ans, beaucoup d'entre vous ont soutenu Solidarność, voyant en lui une alternative à la mauvaise gestion économique et à la bureaucratie étouffante du régime stalinien. Par trois fois – en 1956, 1970 et 1976 –, les travailleurs de Pologne se sont soulevés contre la mauvaise gestion de la bureaucratie. Mais 1980-81 était une autre affaire. La direction centrale autour de Lech Walesa était

List do polskich robotników

Robotnicy polscy!

Z jednej strony, stoi dziś przed wami wewnętrzna groźba powrotu do kapitalizmu, który już w Polsce zaczął operować, a od zewnątrz grozi wam onanowanie przez imperializm. Solidarność, chcąc się rozbić, niepokornych przedsiębiorców i sprzedaje resztkę Związku do Czwartej Rzeszy.

Czekajmy was ciężko przyszłość waszych i zaczęły się tenże d. ekonomiczne i polityczny oparty o j

SPARTAKIST

5 June 1990

dzin i zabezpieczenie policach, a na kolejach a sięgnąć ponad czoło się stają i program

dès le début constituée de nationalistes anticommunistes endurcis dont la politique était déterminée non pas par les besoins des travailleurs mais par le Vatican du pape Jean-Paul Wojtyla et par la Maison Blanche de Ronald Reagan : les drapeaux rouges de la classe ouvrière étaient remplacés par les drapeaux à la croix et l'aigle de Pilsudski,

d'assurer un flot ininterrompu de paiements des intérêts [de la dette].

Walesa affirme qu'il est temps de donner une chance au capitalisme en Pologne. Mais le capitalisme a déjà eu sa chance en Pologne, et sa restauration ramène toute l'arriération et le chauvinisme d'un sombre passé plein de pogromes. L'agitation antisémite se dé-

Les cheminots de Szczecin en grève contre le « traitement de choc » économique du régime de Solidarność. Sur la banderole en bas à droite : « Grève avec occupation. »



Photos Spartakist

et l'Internationale par les hymnes des prêtres.

Lors de son premier congrès de septembre 1981, Solidarność a adopté un cours visant la conquête du pouvoir, se consolidant autour d'un programme qui exigeait des « syndicats libres » et des « élections libres », refusait même de mentionner le socialisme et appelait à mettre fin à l'économie planifiée. En réalité, cela signifiait le « marché libre » de l'exploitation capitaliste nue et impitoyable. De loin, nous avons mis en garde que Solidarność était « un syndicat-maison pour la CIA et les banquiers », et nous avons organisé une campagne urgente de propagande internationale autour de l'appel : Halte à la contre-révolution de Solidarność !

Maintenant, Solidarność a pris possession des rênes du gouvernement. Que cela vous a-t-il apporté ? Vous êtes forcés d'endurer le genre de « traitement de choc » économique qui est habituellement appliqué par les jungles latino-américaines. Vous êtes saignés à blanc par les banquiers de Francfort, par Wall Street et par le cartel mondial des banquiers, le Fonds monétaire international, qui supervise la famine et l'appauvrissement délibéré de millions de personnes dans le tiers monde afin

chaîne ouvertement. Les femmes sont exposées à une escalade rapide du fanatisme religieux et réactionnaire, leur droit à l'avortement est menacé. Les personnes âgées, les faibles et les chômeurs sont réduits à mendier un peu de nourriture aux soupes populaires.

Maintenant, vous êtes menacés d'être transformés en vassaux par l'impérialisme allemand dans sa marche vers un Quatrième Reich. Vos collègues qui sont partis travailler en Allemagne ont déjà eu un avant-goût de ce que cela signifie. En Allemagne de l'Ouest, les réfugiés et immigrés polonais sont emprisonnés ou expulsés lors d'opérations « nuit et brouillard » qui évoquent les SS. En Allemagne de l'Est, les travailleurs polonais deviennent en tant que « spéculateurs » des boucs émissaires pour la campagne impérialiste de déstabilisation économique et le bradage de l'économie planifiée par les directeurs d'usine anciennement staliniens.

Cela aussi est une expression de la contre-révolution capitaliste, qui va de pair avec la campagne du capital allemand pour l'Anschluss [annexion] de la RDA. Ça signifie un chômage épouvantable et un saccage des services sociaux pour tous les travailleurs de la RDA, tandis que les travailleurs d'Allemagne

de l'Ouest sont confrontés à des attaques contre leur niveau de vie, afin de financer l'expansion du capital allemand. Cela peut être soit une recette pour des affrontements fratricides épouvantables entre les différents secteurs de la classe ouvrière – une bataille perdue d'avance pour tous les protagonistes – soit un élan pour de puissantes luttes unitaires de la classe ouvrière. La clé pour résoudre cette question, c'est une direction internationaliste révolutionnaire de la classe ouvrière.

En encourageant le nationalisme antisoviétique et l'éclatement du pacte de Varsovie, Solidarność a contribué à créer les conditions pour un Quatrième Reich. Six cent mille soldats soviétiques

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième internationaliste), pour forger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION : William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Henri Riemann, Josic Thanner, Jean Thimbault.
REALISATION : François Donau.
REVISEUR-REDACTEUR : Carine Gance.
DIFFUSION : Jean-Luc Etchart.
DIRECTEUR DE PUBLICATION : William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Imprimerie : Routage de Paris
5, chemin des Fruitières
93200 La Plaine-St-Denis
Commission paritaire : n° 59267
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Europe de l'Est...

Suite de la page 1

beaucoup d'espoirs dans la Roumanie, espérant que l'effusion de sang qui a accompagné le soulèvement de décembre dernier déclencherait les violents pogromes anticommunistes nécessaires pour réaliser d'un seul coup la restauration capitaliste. Mais les ouvriers roumains se sont mobilisés à plusieurs reprises à l'appel du gouvernement (en janvier, février et encore une fois en juin) quand ils ont vu la menace de la contre-révolution.

Pendant sept semaines, des étudiants réactionnaires avaient occupé la place de l'Université, au centre de Bucarest, la déclarant « zone libérée du néo-communisme ». Ils exigeaient que les anciens membres du Parti communiste, qui gouvernait le pays avant le renversement du régime brutal de Ceausescu en décembre dernier, soient déclarés inéligibles pour dix ans. Cela aurait exclu pratiquement la totalité du Front de salut national (FSN), lequel a obtenu plus des deux tiers des voix lors des élections de la mi-mai. Quand des ministres du Front ont cherché à négocier avec les manifestants, ceux-ci ont molesté les émissaires du gouvernement. La presse impérialiste a présenté les manifestants comme des parangons de la « démocratie », mais beaucoup de travailleurs roumains ne voient en eux que des ultra-nationalistes élitistes.

Mercredi 13 juin, au petit matin, la police dégageait la place de l'Université des manifestants qui avaient bloqué la circulation dans l'une des principales artères de Bucarest. L'après-midi du même jour, plusieurs milliers d'étudiants reprenaient possession de la place, incendiant des bus et des camions de la police. Ils utilisèrent ensuite ces camions pour enfoncer le portail du siège de la police, et incendièrent le bâtiment ainsi que plusieurs dizaines de véhicules garés autour. En réponse, le président Ion Iliescu appela les citoyens à descendre dans les rues autour du siège du gouvernement pour « défendre la démocratie ». Le *Washington Post* du 14 juin rapporte qu'« un grand nombre des personnes blessées l'ont été lors des affrontements devant la station de télévision, quand des ouvriers se sont précipités en ville pour protéger le gouvernement », ajoutant : « Les sirènes ont retenti dans les usines. Vers 20 h 30, 1 000 ouvriers sont arrivés pour libérer la station de télévision, déjà occupée par les manifestants. Les ouvriers se sont ensuite rassemblés place de la Victoire. Des volutes de fumée noire s'échappaient du siège de la police [...]. La foule a mis à sac l'immeuble, jetant documents et meubles par les fenêtres avant d'y mettre le feu. Des adolescents se mettaient au volant de cars de police dont les manifestants s'étaient emparé pour enfoncer le portail, tandis que la foule les encourageait aux cris de : "La seconde révolution !" Les manifestants ont également incendié le Ministère de l'Intérieur, et ont tenté de pénétrer dans les locaux de l'ancienne Securitate [police secrète]. »



Le corps d'un homme tué lors de l'attaque des nationalistes roumains contre la minorité hongroise de Transylvanie en mars dernier (à gauche). Le fer de lance de l'agitation anti-hongroise est l'organisation fascisante Vatra Romeneasca, héritière de la Garde de fer roumaine des années 30 (à droite).

Pendant ce temps, des milliers de mineurs de charbon de la vallée du Jiu s'étaient mobilisés, et après un voyage effectué de nuit, étaient arrivés dans la capitale jeudi matin avant l'aube. Ils prirent rapidement le contrôle de la place de l'Université, et alors que la plupart des étudiants avaient quitté les lieux après une nuit d'émeute, entreprirent d'arrêter quiconque leur semblait suspect. Quelques réactionnaires furent déshabillés, d'autres reçurent des coups de poing et des coups de tuyau en caoutchouc, avant d'être emmenés au poste de police. Pendant ce temps, les typographes refusaient d'imprimer le journal d'opposition *Romania Libera*, et des délégations d'ouvriers venus d'un peu partout défilaient en rang serré dans les rues. Plus tard, devant un rassemblement dans un stade, le président Ion Iliescu remerciait les mineurs et déclarait qu'il espérait qu'ils « maintiendraient et développeraient cet esprit de combativité ».

La presse impérialiste a crié à l'assassin : le *New York Times* du 15 juin rapportait, horrifié par le viol des privilèges de classe, que les mineurs « en vêtements de travail et casques crasseux, les visages noircis par la suie », s'en étaient pris à « des professeurs, des étudiants, des photographes, des journalistes bien habillés, des mères accompagnées de leurs enfants et des jeunes filles qui promenaient leur chien ». L'écrivain américain William McPherson déclarait que « c'était comme la fin de la civilisation ». Même son de cloche dans le *Financial Times* du 18 juin, qui se lamente qu'en mettant à sac les locaux des partis d'opposition, « les mineurs ont détruit tous leurs ordinateurs, téléphones et télécopieurs ». Et le *Monde* des 17-18 juin, stigmatisant l'« attitude bestiale » de « ces hommes vêtus quelquefois de haillons, sales, les yeux exorbités par la fatigue et l'excitation, levant leur gourdin, leur manche de pioche ou leur tuyau de plomb dès que passait devant eux quelqu'un qui ne leur plaisait pas », publiait un article intitulé « Les milices ouvrières et le "facho-communisme" ».

A l'exception de quelques rares articles, les médias occidentaux n'ont pratiquement rien dit sur les violences réactionnaires du 13 juin. L'éditorial du *Times* déclarait que le Front de salut national avait répondu à des « manifestants pacifiques » avec « une férocité digne de Tiananmen », alors même que le nombre de morts s'élevait à six. Qu'Iliescu ait traité les manifestants de la place de l'Université de « rebelles fascistes », écrit le *Times*, constitue « du cynisme manifeste ». Pourtant, même les anticommunistes « sophistiqués » du *Monde* remarquaient que « les "golans" (voyous) qui occupaient la place de l'Université depuis fin avril étaient les plus violents et les plus décidés » parmi les opposants au régime (15 juin), et rapportaient avoir vu des passants applaudir les mineurs. Le *Washington Post* du 20 juin notait le « fait surprenant » que « peu de Roumains » se soient opposés à la décision du gouvernement de mettre fin au « sit-in pro-démocratie ».

Quant au « cynisme » consistant à traiter les manifestants de fascistes, un article de Paul Hockenos dans la revue social-démocrate *In These Times* (6 juin) est obligé de reconnaître que « le mouvement pour la démocratie possède plusieurs traits troublants », parmi lesquels « le nouvel accent mis sur les valeurs nationalistes-religieuses » et une « psychologie de haine » qui a mené aux violentes attaques contre la minorité hongroise de Roumanie. Hockenos, qui est loin d'être un partisan du régime du Front de salut national, rapporte que « la moitié environ des étudiants de Bucarest expriment de la sympathie envers l'organisation néofasciste Vatra Romeneasca », laquelle professe « crûment un nationalisme xénophobe dirigé contre les Roumains d'origine hongroise ». « Ce qui est peut-être le plus alarmant, c'est la force de l'extrême droite au sommet de la direction du mouvement étudiant », poursuit-il. « Le président de la Ligue étudiante Marian Munteanu, et le journaliste rédacteur en chef Sorin Dragan [...] adhèrent sans complexes à

des positions nationalistes. » Dragan est par ailleurs « un monarchiste et un membre actif de Vatra Romeneasca ».

EUROPE DE L'EST : LE VIEUX FATRAS REVIENT

Pour l'instant, l'intervention des ouvriers roumains a mis en échec l'offensive réactionnaire. Mais à travers toute l'Europe de l'Est, ce genre de racaille réactionnaire refait surface. Sur l'Alexanderplatz de Berlin-Est, des skinheads et des néo-nazis faisant le salut fasciste ont publiquement célébré l'anniversaire de la naissance de Hitler le 21 avril dernier. Début mai, à Berlin-Est, 400 émeutiers ont attaqué des travailleurs mozambicains dans le quartier de Lichtenberg, aux cris de : « Les étrangers dehors, les nègres dehors ! » En Hongrie, le MTK, une équipe de football jadis juive, est accueillie aux cris de : « Pas de buts pour les Juifs ! Sales Juifs ! Aux chambres à gaz ! » En Yougoslavie, les récentes élections en Croatie ont été remportées par l'Union démocratique croate, un parti nationaliste de droite en partie financé par les contributions d'émigrés fascistes oustachis, ceux-là mêmes qui ont dirigé la Croatie pendant la Deuxième Guerre mondiale en tant que fantoches sanguinaires de l'Allemagne nazie.

Au moment où les idéologues capitalistes saluent la « mort du communisme » en Europe de l'Est, l'avènement de la « démocratie » pro-capitaliste dans ces pays a fait ressurgir toute la vieille racaille meurtrière nationaliste, antisémite et anticommuniste qui dominait cette région avant la victoire de l'Armée rouge en 1945. Pendant plus de quarante ans, l'impérialisme occidental, ses agents sociaux-démocrates et le Vatican ont rêvé et ourdi le renversement du « communisme totalitaire et athée » en Europe de l'Est et le retour à un ordre capitaliste « chrétien ». Avec l'effondrement des bureaucraties stalinienne, depuis l'Allemagne de l'Est jusqu'à la Yougoslavie, et avec les nouveaux régimes qui se précipitent pour

Suite page 4

vie à forger l'unité des classes ouvrières polonaise, russe et allemande. Elle a combattu toutes les manifestations de nationalisme, de chauvinisme, de réformisme et d'autosatisfaction bureaucratique. Aujourd'hui, vous devez vous unir avec les travailleurs d'Allemagne et d'Union soviétique pour renforcer l'unité révolutionnaire dans une lutte de classe contre vos ennemis capitalistes et impérialistes communs, dans le cadre d'un combat pour des Etats-Unis socialistes d'Europe basés sur le pouvoir des conseils ouvriers.

Ceux qui ont pavé la voie à la restauration du capitalisme ne peuvent pas diriger les luttes pour la combattre. En

Pologne, le stalinisme, en tant qu'idéologie, est mort et enterré, et personne ne le pleure. La social-démocratie est l'instrument consentant de l'impérialisme depuis août 1914 (quand elle a voté les crédits pour la guerre impérialiste). En outre, beaucoup de prétendus trotskystes se sont démasqués comme sociaux-démocrates par leurs longues années passées à faire l'apologie de Solidarność, se faisant même l'écho de l'appel d'éléments anticommunistes et antisémites enrégés comme le KPN à écraser le pacte de Varsovie. En 1983, le théoricien pseudotrotskyste Ernest Mandel a salué la direction de Solidarność comme « les

meilleurs socialistes au monde ». Mais le programme trotskyste de révolution politique prolétarienne pour renverser la bureaucratie stalinienne repose sur la défense, et non la destruction, de la propriété collectivisée dans les Etats ouvriers bureaucratiquement déformés.

Le Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), est le seul parti à s'être battu, clairement et sans ambiguïtés, contre l'Anschluss capitaliste de la RDA à travers ses candidats aux élections du 18 mars au Volkskammer et pendant ces derniers mois. Nous luttons contre toutes les manifestations de

chauvinisme et d'oppression nationale, que ce soit contre des Polonais et d'autres travailleurs immigrés en Allemagne ou contre des Juifs et les gens de souche allemande en Pologne. Seuls les trotskystes ont un programme pour combattre la contre-révolution capitaliste et la guerre impérialiste, en retournant au communisme authentique de Rosa Luxemburg et de Lénine - le combat pour défendre et étendre les acquis de la révolution d'Octobre par des révolutions socialistes dans tout le monde capitaliste. En avant pour un parti trotskyste en Pologne, section d'une Quatrième Internationale reforcée.

26 mai 1990

Europe de l'Est...

Suite de la page 3

rétablir des économies « de libre marché », ils commencent à obtenir ce qu'ils voulaient – et ce n'est pas beau à voir.

Ainsi, tout comme la perestroïka orientée vers le marché de Gorbatchev a attisé des conflits nationalistes sanglants dans le Caucase soviétique, nous sommes en train de voir le début d'événements similaires en Europe de l'Est. En Roumanie, où la chute de Ceausescu a été déclenchée par des manifestations contre l'oppression subie par l'importante minorité hongroise de Transylvanie, les fascistes exacerbent aujourd'hui xénophobie et nationalisme roumain. Fin mars, six personnes ont été tuées par des bandes de Roumains armés de fourches et de haches qui ont attaqué des Hongrois manifestant pour leurs droits linguistiques. Le conflit nationaliste en Transylvanie a naturellement provoqué en Hongrie une réaction qui a contribué à la victoire inattendue des nationalistes du Forum démocratique dans les élections d'avril dernier. On peut facilement imaginer une guerre entre la Hongrie « démocratique » et la Roumanie « démocratique ».

Des dirigeants sionistes venus du monde entier réunis à Berlin-Ouest ont passé les derniers jours de mai à débattre de l'étendue du danger de la nouvelle vague d'antisémitisme, et à se demander les uns aux autres pourquoi le vieux cauchemar était de retour. La réponse est simple. La marche vers la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est a intensifié les nationalismes qui sont la plaie de cette région depuis le siècle dernier, en même temps qu'elle permettait à toute la fange que les régimes staliniens n'ont pas réussi à nettoyer de remonter une fois de plus à la surface.

ANTICOMMUNISME, ANTISEMITISME

Les régimes staliniens en Europe de l'Est ont pu tenir la bride à une partie de la fange réactionnaire qui a été historiquement la plaie de cette région, mais ils n'ont pas pu jeter les bases matérielles nécessaires à son élimination. L'autarcie économique, le commandisme bureaucratique, le nationalisme, la conciliation avec l'impérialisme, la falsification générale de l'histoire, la suppression de la vie politique indépendante de la classe ouvrière – telles ont été les caractéristiques marquantes des régimes staliniens de l'Union soviétique et de l'Europe de l'Est. Deux ans avant le Manifeste communiste, le jeune Marx écrivait que « le développement des forces productives est pratiquement la condition première absolument nécessaire [du communisme] pour cette raison encore que l'on socialiserait sans lui l'indigence et que l'indigence ferait re-



Des skinheads fascistes célèbrent l'anniversaire de la naissance de Hitler à Berlin-Est, le 21 avril (à gauche). La profanation antisémite de la tombe du dramaturge et poète communiste Bertolt Brecht (à droite).



La manifestation de masse contre les provocations fascistes contre le Mémorial aux soldats soviétiques à Treptower Park (Berlin-Est), en janvier dernier, a été couverte par la « Pravda » et « Etoile rouge », le journal de l'armée soviétique, qui publia une photo d'une banderole des trotskystes allemands appelant à la défense de l'URSS.

commencer la lutte pour le nécessaire et par conséquent ressusciter tout le vieux fatras ».

En Allemagne de l'Est, il ne se passe pas de semaine sans que des tombes juives et des bâtiments associés aux activités juives soient souillés par des inscriptions antisémites. Récemment, la tombe du dramaturge Bertolt Brecht a été profanée avec l'inscription « Les Juifs dehors ». Brecht n'était pas juif, mais il haïssait assurément les antisémites et les fascistes. Comme il l'écrivait après la Deuxième Guerre mondiale, à propos de la peste brune hitlérienne, « le ventre est encore fécond d'où est sortie la bête immonde ». En Pologne, où il ne reste que 4 400 Juifs sur les 3,5 millions qui vivaient dans le pays avant-guerre, le Théâtre juif d'Etat de Varsovie a été barbouillé d'inscriptions : « Les Juifs au four. Du savon avec les Juifs ». Et en Union soviétique, où la perestroïka de Gorbatchev a intensifié tous les antagonismes nationaux, les fascistes en chemise noire de Pamiat appellent ouvertement à des pogromes.

Ce fumier produit par la « démocratisation » du bloc soviétique est devenu tellement repoussant et dangereux que même les grands médias capitalistes se sont sentis obligés d'en parler. Dans son numéro du 7 mai dernier, le magazine Newsweek a consacré à ce sujet un dossier de sept pages, en notant que « le vieux spectre est de retour : l'antisémitisme, le produit de la religion et du nationalisme débridés, travaille les franges du nouveau paysage poli-

tique en Union soviétique et en Europe de l'Est. » La montée du cléric-nationalisme n'est que l'expression idéologique de la campagne vers la contre-révolution capitaliste. Derrière les nerfs au langage ordurier qui préparent des pogromes dans des brasseries de Berlin-Est ou de Budapest, il y a les banquiers oh combien civilisés de Wall Street, de la City de Londres, de Francfort et de la Bourse de Paris.

L'antisémitisme est attisé non seulement par des idéologies nostalgiques du passé mais aussi par les incertitudes économiques. La CIA elle-même prévoit maintenant que la « transition vers une économie de marché » en Europe de l'Est aura comme conséquence des millions de chômeurs, alors même qu'aura lieu le démantèlement total des systèmes de sécurité sociale. Szymon Szurmiej, le directeur du Théâtre juif d'Etat de Pologne, explique que « quand la situation économique devient difficile, les acteurs du jeu politique cherchent une soupape de sûreté, et le Juif est une soupape de sûreté ».

Les antisémites d'Europe de l'Est ont repris la vieille antienne hitlérienne du « complot judéo-bolchévique ». L'article de Newsweek donne de cela une semi-justification : « Dans la mesure où les Juifs ont aidé à introduire le régime communiste en Europe de l'Est, les anticommunistes vont leur être hostiles. » Pendant les premières années de l'après-guerre, les communistes juifs ont joué un rôle significatif dans les nouveaux régimes d'Europe de l'Est, parce qu'ils éprouaient une hostilité



farouche envers le vieil ordre de l'aigle et de la croix en Pologne, des Croix fléchées en Hongrie et de la Garde de fer en Roumanie.

Pourtant, au début des années 1950, Staline déclencha une violente campagne antisémite à la fois en URSS (le « complot des médecins » du Kremlin) et en Europe de l'Est. Des dirigeants juifs de premier plan (par exemple, Rudolf Slansky en Tchécoslovaquie, Ana Pauker en Roumanie, Gabor Peter en Hongrie, Paul Merker en Allemagne de l'Est) furent les victimes de procès-spectacles, comme agents « du sionisme et de l'impérialisme ». L'époque du stalinisme « libéral » qui s'est ouverte en 1956 a conduit, particulièrement en Pologne, à l'émergence de « communistes nationaux » aux dépens des membres juifs de la bureaucratie. Dans les années 70, peu de Juifs détenaient des postes de responsabilité dans la Pologne de Gierek, la Tchécoslovaquie de Husak ou la Hongrie de Kadar. Mais aujourd'hui que les nouveaux régimes anticommunistes cherchent à « purifier » leur pays pour l'exploitation capitaliste « démocratique », les Juifs et les rouges sont devenus des boucs émissaires commodes.

Cet amalgame entre anticommunisme et antisémitisme n'est pas un procédé nouveau. Beaucoup de Juifs qui subissaient les terribles pogromes des Cent-Noirs tsaristes avaient trouvé dans l'internationalisme bolchévique un moyen de combattre à la fois l'antisémitisme et le système capitaliste qui le perpétuait. Plusieurs des dirigeants bolchéviques les plus éminents – Trotsky, Sverdlov, Kamenev, Zinoviev, pour ne prendre que quelques exemples – qui jouèrent un rôle dirigeant dans la Révolution russe d'octobre 1917, ainsi que dans le combat pour forger la Troisième Internationale léniniste, étaient juifs. Pendant les années 1920 et 1930, les Juifs affreusement opprimés d'Europe de l'Est étaient nombreux à adhérer aux partis communistes et aux autres partis de gauche. Le brillant marxiste juif Abraham Léon, tué à Auschwitz, écrivait en 1938 dans son livre *la Conception matérialiste de la question juive* : « Les classes dirigeantes persécutent avec un sadisme particulier les intellectuels et les ouvriers juifs qui ont fourni une masse de combattants au mouvement révolutionnaire. Isoler complètement les Juifs des sources de la culture et de la science devient indispensable au régime décadent qui les persécute. La légende ridicule du « marxisme juif » n'est qu'une manifesta-

tion caricaturale des liens qui existent effectivement entre le socialisme et les masses juives.»

Léon écrivait à une époque où les communautés juives d'Europe de l'Est étaient des bastions de la gauche, et où les Juifs d'Europe de l'Ouest et des Etats-Unis s'orientaient en général politiquement vers la gauche. La création de l'Etat sioniste d'Israël, combinée avec des décennies d'oppression stalinienne, a déplacé vers la droite le centre de gravité politique de la communauté juive, à l'Est comme à l'Ouest. Mais pour les fascistes, les cléricaux-nationalistes et autre racaille réactionnaire qui se manifestent partout en Europe de l'Est, l'équation « Juif = rouge » est toujours d'actualité. C'est pourquoi la contre-révolution capitaliste amènera des pogromes antisémites aussi bien que la misère pour la classe ouvrière.

LE MACCARTHYSME ARRIVE EN EUROPE DE L'EST

Aujourd'hui, l'Europe de l'Est connaît une chasse aux sorcières anticommuniste déchaînée: ce n'est pas seulement « Etes-vous ou avez-vous jamais été... » [la formule par laquelle commençaient les interrogatoires des suspects de « communisme » pendant la période du maccarthysme], mais aussi que faisaient votre frère, votre sœur, votre mère, votre père... et le père de votre père. L'ancien maire de Berlin-Est ne peut même pas trouver de travail à cause de son passé communiste. En Tchécoslovaquie, le pays de la « révolution de velours », le procureur de Prague Tomas Sokol a réclamé la mise hors la loi du Parti communiste qu'il assimile au fascisme, tandis que Vaclav Mali, un prêtre très influent dans les milieux politiques, qualifie les communistes de « mafia de l'ombre ». Ils sont préoccupés de voir que le PC tchécoslovaque conserve une influence considérable dans la classe ouvrière, et qu'il a remporté 13 % des voix dans les élections du 9 juin dernier.

De la Pologne à la Croatie en passant par la Slovaquie, l'Eglise catholique qui refait surface sous l'égide du pape Jean-Paul Wojtyla de Cracovie cherche à établir en Europe un « ordre chrétien » néo-médiéval. La contre-révolution « démocratique » en Europe de l'Est a eu dans une large mesure comme fer de lance d'anciens intellectuels staliniens dissidents devenus sociaux-démocrates à la manière occidentale ou libéraux bourgeois. Mais maintenant ces gens subissent les attaques de forces cléricales-nationalistes plus à droite. Ainsi, Jan Sabata, exclu du PC tchécoslovaque après l'intervention des chars soviétiques qui a mis fin au Printemps de Prague en 1968, a été récemment la cible d'atroupements de réactionnaires vociférant à Brno, la capitale de la Moravie. « Des sentiments primitifs, presque fascistes, existent dans notre république », s'est-il exclamé.

Les attaques anti-rouges contre des membres de l'ex-Parti communiste ont dominé les récentes élections hongroises. L'Alliance des démocrates libres est constituée d'intellectuels fermement pro-occidentaux qui réclament une économie « de libre marché », des investissements étrangers et l'adhésion au Marché commun. Mais un certain nombre de dirigeants de l'Alliance sont d'ex-militants de gauche d'origine juive. Le Forum démocratique a proféré à leur encontre de virulentes diatribes nationalistes-fascistes. En janvier dernier, Istvan Czurka, écrivain connu et partisan du Forum, a lancé à la radio « Hongrois, réveillez-vous ! » et vitupéré contre la « minorité lilliputienne » dont il prétend qu'elle tente de contrôler le pays. « Hongrois, réveillez-vous ! » était le principal mot d'ordre des Croix fléchées fascistes des années 1920 et 30. Nombre d'affiches de

l'Alliance des démocrates libres ont été recouvertes d'étoiles de David et de croix fléchées.

Les attaques anti-rouges ont aussi été omniprésentes dans les élections en Roumanie, où en décembre dernier une révolte populaire soutenue par le haut commandement de l'armée a mis fin au règne cauchemardesque de Nicolae Ceausescu. Le tyran, un mélange de Joseph Staline et du comte Dracula, a été prestement exécuté par ses généraux. A sa place a été constitué le Front de salut national, dirigé par d'anciens apparatchiks staliniens, comme Ion Iliescu, qui s'étaient heurtés au mégalomane Ceausescu et à sa famille. Mais bien qu'Iliescu et Cie aient proclamé leur attachement à la social-démocratie à l'occidentale, le Parti national paysan (parti de droite qui compte dans ses rangs un certain nombre de fascistes de la Garde de fer d'avant-guerre) et le Parti libéral ont attaqué les dirigeants du Front en les qualifiant de crypto-communistes.

Il s'est trouvé que le Front de salut national a remporté une victoire écrasante, le total combiné des voix des partis libéral et paysan n'atteignant pas 10 %. Et quand les réactionnaires frustrés de la victoire ont tenté de préparer le terrain pour un coup d'Etat avec leurs émeutes, et alors que l'armée et la police laissaient faire passivement, les ouvriers ont répondu avec enthousiasme aux appels à l'aide d'Iliescu. Comment expliquer ce sérieux revers subi par la droite en Roumanie, qui jure fortement avec ce qui s'est passé dans

chant des ouvriers violents dans les rues de la capitale, M. Iliescu a fondamentalement lié son avenir à une politique qui exclut toute réforme économique. Aucune restructuration de l'économie nationale ne peut avoir lieu sans fermeture des usines non rentables, mais c'est maintenant hors de question. » Le même jour, Libération exposait sans ambages le point de vue capitaliste, avec toute la morgue des capitalistes quand ils parlent du « règne de la populace »: « A trop jouer la carte de la "rue", le pouvoir roumain s'expose à de sévères retours de bâton, quand éclatera une crise sociale que beaucoup d'experts jugent inévitable. »

Les ouvriers et les employés des fermes collectives de Roumanie sont parfaitement conscients de l'oppression violente que perpétrait le régime de la Garde de fer fasciste des années 30 – un régime que les anticommunistes de la place de l'Université considéraient avec bienveillance. Mais les travailleurs d'Europe de l'Est ne peuvent préserver leur sécurité économique en soutenant des hommes politiques qui promettent la social-démocratie à l'occidentale – la version « soft » de la contre-révolution. Qu'elle soit rapide ou lente, l'introduction de réformes orientées vers le marché, qui conduit vers la restauration du capitalisme, se fera aux dépens des travailleurs. Ce qui est désespérément nécessaire, ce sont des partis authentiquement communistes, engagés à défendre la propriété socialisée et basés sur la perspective d'une révolution prolétarienne internationale,

démocrates et de leurs maîtres capitalistes. Dans cette mobilisation, ils avaient aperçu le spectre de la révolution politique et de la guerre civile. La même chose pourrait maintenant arriver en Roumanie, où le premier ministre Petre Roman présente maintenant ses excuses pour les « excès » commis par les mineurs.

La course à la restauration du capitalisme en Europe de l'Est déchaîne les passions nationalistes les plus violentes et les plus primitives afin d'empêcher une lutte unitaire de la classe ouvrière. Qu'on ne s'y trompe pas – le capitalisme ne sera pas restauré en Europe de l'Est ou en Union soviétique par une aimable brochette de dramaturges remportant pacifiquement les élections par un dimanche après-midi ensoleillé. Khristian Rakovsky, qui avec Trotsky dirigeait l'Opposition de gauche internationale, soulignait en 1929 le danger que la stalinisation complète du Parti communiste soviétique permette à l'ennemi de classe de pénétrer « dans notre forteresse soviétique sous le drapeau mensonger, hypocrite et veule de la démocratie bourgeoise, préparant par-là même le terrain pour un déchaînement de fascisme ».

Ce qui est nécessaire pour combattre la contre-révolution capitaliste et la réaction tous azimuts que celle-ci engendre, c'est avant tout de forger des partis authentiquement communistes (léninistes-trotskyistes). Le Parti bolchévique a été construit et a remporté la victoire dans une lutte implacable contre toutes les formes de nationalisme. Le fondateur de l'Armée rouge, Léon Trotsky, et le premier président du congrès pan-russe des soviets, Iakov Sverdlov, étaient juifs. Le fondateur de la Tchéka (police politique), Felix Dzerjinsky, était polonais, et ses principaux lieutenants, Martin Latsis et Iakov Peters, étaient lettons. Staline était géorgien et Lénine russe. Le premier chef du gouvernement bolchévique d'Ukraine, Rakovsky, était bulgare de naissance et avait dirigé les socialistes roumains pendant la décennie précédant la Première Guerre mondiale.

La restauration du capitalisme est une affaire sanglante, et les troupes de choc de la contre-révolution ont commencé à se mobiliser au grand jour. Si le prolétariat, désorienté et politiquement atomisé pendant des dizaines d'années par les staliniens, ne réussit pas à affirmer sa puissance de classe pour s'opposer à la contre-révolution et la vaincre, les gouvernements qui émergeront ne seront pas des démocraties parlementaires stables, mais des dictatures fascistes forgées dans l'écrasement des Etats ouvriers déformés et des organisations ouvrières. Ces régimes seront très probablement dans la continuité directe de ceux qui ont massacré six millions de Juifs et vingt millions de citoyens soviétiques. Et la concurrence féroce pour les dépouilles de l'Europe de l'Est pourrait être le détonateur d'une troisième guerre mondiale impérialiste. Le danger contre-révolutionnaire qui plane en Europe de l'Est et en Union soviétique doit être combattu et écrasé. La tâche des trotskystes est de conduire ouvriers et paysans dans la lutte pour balayer pour toujours tout le vieux fatras.

- Traduit de Workers Vanguard n° 505



Novosti Press



Editions La Brèche

Ci-dessus, Abraham Léon, assassiné par les nazis à Auschwitz. Ci-contre, Khristian Rakovsky, chef du gouvernement bolchévique d'Ukraine puis dirigeant de l'Opposition de gauche, tué lors des purges staliniennes.

les autres pays d'Europe de l'Est ?

Le Front s'est acquis une large popularité en rétablissant rapidement le chauffage et l'éclairage, et en améliorant l'approvisionnement en produits alimentaires. Tout cela représentait une hausse substantielle du niveau de vie par rapport à la misère imposée par le régime de Ceausescu, qui saignait les ressources de la Roumanie pour rembourser les prêts des banquiers de Wall Street et de Francfort. Les mineurs, loin d'être des partisans de Ceausescu, furent les premiers à se révolter en 1977, avec la grève, brutalement réprimée, de la vallée du Jiu. Iliescu a doublé leur salaire et réduit leur semaine de travail à quatre jours. Dans la page éditoriale du New York Times du 19 juin, Daniel Nelson, du Carnegie Endowment, écrivait: « Les ouvriers, y compris les mineurs, sont une couche dans laquelle M. Iliescu bénéficie d'un soutien sans failles. Son passé communiste n'inquiète pas la plupart des ouvriers, au contraire de la peur du chômage – et le Front a gagné le soutien des ouvriers en garantissant une transition économique lente vers une économie de marché. »

Mais les dirigeants roumains ex-membres du PC se trouvent maintenant confrontés à un dilemme. Le Guardian de Londres du 15 juin écrit: « En l'a-

y compris dans les centres impérialistes de l'Europe de l'Ouest, de l'Amérique du Nord et du Japon.

POUR L'INTERNATIONALISME COMMUNISTE !

Quand les fascistes s'en sont pour la première fois pris au monument aux morts soviétiques à Berlin-Est, il y eut là aussi une puissante réaction de la classe ouvrière. Après que nos camarades de la Trotskistische Liga Deutschlands (devenue maintenant le Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands) eurent appelé à arrêter les nazis avec une action de front unique ouvrier le 3 janvier, le SED, le parti stalinien alors au pouvoir, reprit cet appel à son compte. Deux cent cinquante mille manifestants se retrouvèrent à Treptower Park pour montrer leur solidarité avec l'Armée rouge qui a écrasé le régime hitlérien. Un article sur cette manifestation (avec une photo qui montrait, bien en évidence, la banderole de la TLD pour la défense de l'URSS) a été publié en première page du journal Krasnaïa Zvezda (Etoile rouge) de l'armée soviétique.

Mais par la suite, alors que la bourgeoisie dénonçait la mobilisation de Treptow, les « réformateurs » staliniens reculèrent devant l'ire des sociaux-

POUR CONTACTER LA LTF

- Paris** Le Bolchévique
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél : 42 08 01 49
- Rouen** Spartacist
BP 240
76003 Rouen Cedex
Tél : 35 73 74 47
- Lyon** Spartacist
BP 7104
69353 Lyon Cedex 07

Mumia Abu-Jamal ne doit pas mourir!

Suite de la page 1

Defense Committee (PDC) des Etats-Unis et ses organisations sœurs, dont le Comité de défense sociale (CDDS) pour la France, ont lancé une campagne internationale pour sauver la vie de Mumia Abu-Jamal. (Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la LTF.)

Nombre de personnalités du monde intellectuel, artistique, religieux et politique ont déjà apporté leur soutien à cette campagne en envoyant au gouverneur de l'Etat de Pennsylvanie des lettres et télégrammes ou en signant la pétition internationale qui compte déjà plus de 20 000 signatures. Et le mouvement ouvrier organisé – la force qui a la puissance sociale nécessaire pour arrêter la machine à tuer de l'Etat bourgeois – commence à prendre fait et cause pour Jamal, avec le soutien déjà apporté par de nombreux militants et responsables syndicaux et par d'importantes organisations syndicales, dont le Conseil syndical de l'agglomération de Toronto « au nom de ses 180 000 membres » et la CGT en France.

Fin juin-début juillet, une série de meetings se sont tenus ou vont se tenir dans différents pays des deux côtés de l'Atlantique. En France, où l'*Humanité*, l'*Avenir de Seine-Maritime*, *Politis*, *Rouge* et *le Travailleur espérantiste* ont publié des articles en défense de Jamal, environ soixante-dix personnes ont participé, vendredi 29 juin à Paris, au

Le meeting du Comité de défense sociale le 29 juin à Paris



meeting du CDDS. La soirée s'est ouverte par la lecture d'un message de salutations (reproduit en page 7) envoyé par Jamal aux différents rassemblements organisés pour sa défense et contre la peine de mort.

Ont ensuite pris la parole Danielle Mérian, avocate et membre de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture et des exécutions capitales (ACAT), Robert Pac, responsable de la Commission Amériques du MRAP, Rachid Saoui pour le CDDS et William Cazenave pour la LTF. (En pages 6, 7, 8 et 9, nous publions – en respectant le langage parlé des orateurs – des extraits de ces discours.) Tout au long de la soirée, ont été lus des lettres et

télégrammes adressés au gouverneur de Pennsylvanie pour exiger la vie sauve pour Jamal, parmi lesquels ceux de la CGT, du Syndicat national des journalistes CGT, du Syndicat du Livre CGT, de l'Organisation internationale des journalistes, du Secours populaire français, du Comité de défense des libertés et des droits de l'homme en France et dans le monde, de la Ligue des droits de l'homme, de la Ligue du droit des femmes, de la Ligue communiste révolutionnaire (section de Rouen). Une représentante du Comité du Kurdistan a lu une déclaration du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Il a également été annoncé que le CDDS venait d'envoyer une contribution financière

à l'Association du musée-mémorial d'Izieu, pour aider à la création d'un musée du souvenir des enfants juifs déportés en 1944 vers les camps de la mort par les nazis et leurs complices de Vichy.

A New York, le 28 juin, devant les 150 personnes qui participaient au meeting du Partisan Defense Committee, Cleveland Robinson, secrétaire-trésorier du District 65 de l'UAW (syndicat de l'automobile) a évoqué les campagnes de défense auxquelles il avait participé dans les années 40, déclarant que « dans ce pays, le mouvement syndical est le rempart de la défense des travailleurs. Si nous devons sauver la vie

Suite page 8

Nous reproduisons ci-dessous des extraits des discours prononcés lors du meeting du CDDS le 29 juin à Paris.

Danielle Mérian

Avocate, membre de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture et des exécutions capitales*

Si nous nous réunissons ce soir pour exiger la grâce de Mumia Abu-Jamal, ça n'est pas par caprice, ça n'est pas par projet politique, ça n'est pas parce qu'il est innocent (ce qui rend bien sûr encore plus atroces les huit années qu'il a passées dans les cages des couloirs de la mort), c'est seulement parce qu'il est un homme et parce que la Déclaration universelle des droits de l'homme stipule dans son article 3: « Tout individu a droit à la vie » [...].

Les organisateurs du meeting m'ont demandé de vous dire ce qu'avait été mon combat d'avocat français pour l'abolition de la peine de mort en France. Les avocats savent de quoi ils parlent parce que l'avocat quand il prête serment (plus aujourd'hui mais moi, quand j'ai prêté serment en 1964) s'engage à assister ses clients jusques et y compris devant la guillotine [...]. Mon ex-confrère Robert Badinter a raconté dans *l'Exécution*, que je vous invite à lire, ce qu'est l'horreur de l'exécution. Il a défendu Roger Bontemps. Roger Bontemps avec Claude Buffet avaient tenté une évasion de la prison de Clairvaux et, dans l'assaut qu'a décidé l'administration, deux otages ont été assassinés par Claude Buffet. Roger Bontemps n'a pas tué et Roger Bontemps a été condamné à être guillotiné [...]. Il raconte que mon confrère Philippe Lemaire a assisté Roger Bontemps en ceci qu'il est entré dans sa cellule, que Roger Bontemps, qu'on a réveillé, s'est réveillé dans les bras de son avocat et que Philippe Lemaire l'a accom-



le Bolchévick

pagné jusqu'à la dernière seconde à la guillotine en le tenant par les épaules. Et puis il raconte que lorsqu'ils sont sortis dans la rue de la Santé Philippe Lemaire s'est mis à vomir abondamment. Il y a un autre grand abolitionniste qui a raconté que l'honnête homme vomit devant l'exécution, c'est Albert Camus [...].

Le meurtre délibéré que constitue l'assassinat légal perpétré par les gouvernements [...], je l'ai remis en cause quand j'ai commencé mes études de droit, parce qu'à ce moment-là j'ai compris que le droit devait bouger tous les jours sinon une société est morte parce qu'elle est statique. Je m'emploie à faire bouger ce droit tous les jours. Je suis abolitionniste de toutes peines de mort dans tous les pays du monde aujourd'hui et pour quelque cause que ce soit [...].

Nous sommes heureusement débarrassés de ce drame [en France] depuis le 9 octobre 1981 [...]. Ce que vous devez savoir et répéter partout, c'est que la peine de mort est définitivement éradiquée [...]. Nous pouvions après 1981 rétablir la peine de mort, mais

nous avons ratifié en 1986 le protocole n°6 de la Convention européenne des droits de l'homme [...]. Or ce protocole n°6 est partie intégrante de la Convention européenne parce qu'ainsi l'a voulu le Conseil des ministres de l'Europe [...]. La France pourrait dénoncer le protocole n°6 et rétablir la peine de mort. C'est juridiquement vrai. Mais si elle voulait faire ça, elle serait obligée de dénoncer la Convention européenne des droits de l'homme tout entière et jamais, quelle que soit l'alternance, un gouvernement ne la dénoncera [...]. C'est comme si nous dénoncions la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen [...]. Nous avons eu un gouvernement qui a eu le courage d'abolir la peine de mort, mais qui n'a pas eu le courage, parce que les gouvernements ont peur toujours des électeurs, de dire la réalité juridique aux citoyens [...]. Seul un dictateur en France pourrait faire une chose aussi énorme que de scier complètement notre Etat de droit [...].

Il traîne également dans le public que l'on pourrait faire un référendum sur la peine de mort [...]. C'est l'article 11 de la constitution française qui détermine les cas dans lesquels on peut

faire un référendum, et les rares cas où l'on peut faire un référendum en France c'est l'organisation des pouvoirs publics ou l'autorisation de ratifier un traité international qui aurait des incidences sur les institutions françaises [...]. Il est en droit français totalement irrecevable de faire un référendum sur la peine de mort et en droit international ça nous est radicalement interdit. Vous voyez donc que tous les hommes politiques qui passent leur temps à dire « Votez pour moi, je suis pour la peine de mort » [...] sont coupables ou incapables, ou les deux [...].

Je voudrais terminer en disant que ce qui m'intéresse maintenant c'est le combat international [...]. Les Nations Unies ont adopté en décembre 1989 le Deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui éradique définitivement et complètement dans le monde entier la peine de mort (aucune réserve sauf « crime de caractère militaire d'une gravité extrême, commis en temps de guerre ») [...]. Il est offert à la ratification de tous les pays du monde. La peine de mort ne fait plus partie de l'éthique internationale.

Robert Pac

Commission Amériques du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples

Je m'exprime au nom du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples au sein duquel je suis chargé des questions américaines. C'est donc le militant antiraciste que je suis qui va s'adresser à vous, le militant antiraciste depuis 45 ans aux côtés des Noirs, des Indiens et des autres minoritaires des Etats-Unis. Ça fait 45 ans, et aujourd'hui les Etats-Unis demeurent toujours profondément marqués par les discriminations, les violences, le racisme d'Etat. Ce grand pays s'est bâti sur

deux péchés originels qui planent encore sur Washington: le génocide des Indiens pour accaparer leurs terres, la mise en esclavage des Africains pour les faire fructifier, puis le maintien de ceux-ci dans un sous-prolétariat sur lequel s'est édifiée la prospérité de la finance américaine.

Aujourd'hui, les besoins de celle-ci leur ont adjoint d'autres minoritaires: les Chicanos, les Hispaniques, les Portoricains, sans oublier les petits Blancs pauvres. Aujourd'hui encore, les 48 millions de Noirs, de Chicanos, d'Hispaniques, d'Indiens, de Portoricains, etc., qui forment près de 20% de la population américaine, connaissent une situation discriminatoire qui se traduit par

* L'appartenance organisationnelle n'est mentionnée que pour identification

Du couloir de la mort, Mumia Abu-Jamal s'adresse aux rassemblements et meetings contre la peine de mort :

A travers les Etats-Unis, et à vrai dire à travers le monde entier, les abolitionnistes et les opposants à la peine de mort raciste aux Etats-Unis se rassemblent pour unir leurs voix et leurs forces nombreuses pour s'élever contre cette obscénité d'Etat. Je suis ému par votre action et joins ma voix aux vôtres, bien que la mienne s'élève du fond de ce cachot d'Etat.

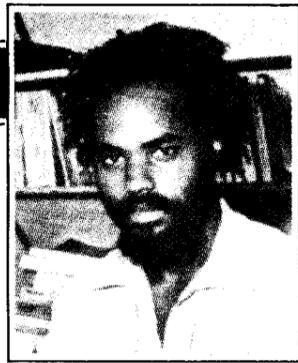
Il y a quelques jours, j'ai lu une série d'articles sur la peine de mort qui m'ont laissé sous le choc. Je vais vous épargner les statistiques, mais je voudrais vous faire partager les faits qui ressortent de cas pris à travers cette nation et qui accusent non pas les condamnés, mais un système criminel capable de prononcer de belles paroles sur la justice et les droits constitutionnels, mais qui ne les met jamais en pratique.

La Constitution des Etats-Unis garantit à tous les prévenus le droit à une assistance effective et à un avocat compétent. Un habitant de Georgie accusé d'assassinat s'est vu assigner deux avocats pour le procès. Ceux-ci n'ont fait aucune enquête indépendante, n'ont jamais discuté de leur stratégie de défense et, pire encore, ont présenté des défenses antagonistes. Eddie Lee Ross, un Noir, a été déclaré coupable et condamné à mort. Plus tard, un de ses avocats a démissionné du barreau quand il a été découvert qu'il avait des responsabilités dans le Ku Klux Klan.

En Alabama, un ancien combattant noir du Vietnam a été condamné pour meurtre et son avocat n'a jamais envoyé un seul mémoire à la Cour

Du couloir de la mort

Message de Mumia Abu-Jamal



d'appel criminel d'Alabama. Herbert Lee Richardson a été exécuté, lynché légalement par l'Etat en août 1989. Son avocat a été depuis radié du barreau.

L'avocat de George Daniel, en Alabama, n'a jamais demandé d'expertise psychiatrique, malgré de forts indices de maladie mentale. Au procès, le procureur a appelé à la barre comme témoin à charge un psychologue dont il s'avéra plus tard qu'il n'avait aucun diplôme dans la science de la psychologie. Daniel est maintenant dans le couloir de la mort en Alabama.

En Louisiane, Freddie Kirkpatrick n'avait pas les moyens de se payer un avocat. Aussi le tribunal en a-t-il commis un d'office. Cet avocat ne mena aucune enquête et ne fit aucune préparation pour cette affaire. Et au cours du deuxième jour du procès, alors qu'il feuilletait le dossier de l'accusation, il vit une photo de la victime et reconnut en lui un vieux copain de pêche. En fait, l'avocat était l'avocat de la famille de la victime depuis 25 ans. Au moment du réquisitoire, l'avocat déclara au jury qu'il serait justifié de prononcer la

peine de mort contre son client. Ce qui fut fait.

Judy Haney, en Alabama, était accusée d'avoir tué son mari qui la maltraitait. Du fait qu'elle était trop pauvre pour se payer un avocat, le tribunal lui en désigna un d'office. Au moment de la comparution devant la Cour, le juge expédia l'avocat de Haney en prison jusqu'au lendemain parce qu'il s'était présenté en état d'ivresse. Le jour suivant, en proie à la gueule de bois, non préparé, tout juste sorti du violon, l'avocat commençait sa lamentable défense. Le résultat ? Alors que ce cas aurait pu mériter une peine légère ou même un acquittement, Judy a été déclarée coupable et condamnée à mourir.

Ross, Richardson et Daniel étaient des Africains américains. Kirkpatrick et Haney étaient blancs. Tous étaient pauvres et tous ont souffert de la cruelle impossibilité d'obtenir le droit constitutionnel le plus élémentaire – la défense – alors que pour défendre leur vie, ils avaient besoin d'un avocat compétent. Au lieu de cela, dans une démarche qu'un critique a appelé « la justice au rabais », les tribunaux ont commis d'office des

ivrognes, des incompetents et des hommes du Klan. Le numéro de téléphone du bureau d'un avocat était en fait celui d'un bar local.

Ces cas, comme un microcosme, reflètent le couloir de la mort de la nation : principalement des Noirs, principalement des pauvres. Ceux qui ont le plus besoin des compétences d'un avocat reçoivent ce qu'il y a de pire – ce qui revient au même que de ne pas avoir d'avocat du tout. C'est un parfait exemple de la peine de mort dans la pratique et ce sont des exemples parfaits d'un système qui a fait faillite. Un système légal que le fondateur de MOVE, John Africa, a décrit avec justesse comme une arme pour les riches et une flagellation pour les pauvres.

Votre voix internationale de protestation devient un doux chant d'espoir pour les milliers d'entre nous qui, aux Etats-Unis, nous retrouvons dans l'antichambre de la mort. Je suis honoré de me joindre à vous, et à ce noble combat.

Ona move!

Du couloir de la mort, ici Mumia Abu-Jamal.

26 juin 1990



le Bolchévik

des taux de chômage disproportionnés, des structures de santé et d'éducation déficientes, très souvent l'analphabétisme et la malnutrition, la misère des ghettos avec ses séquelles, la prostitution, l'alcoolisme et la drogue.

Une impitoyable répression a presque complètement anéanti la révolte des Noirs et des autres minoritaires au début des années 70. Ce fut une véritable guerre secrète contre la dissidence intérieure menée par le FBI et la CIA [...]. Surexploités depuis toujours, les Noirs sont désignés aujourd'hui comme les responsables des difficultés de l'Amérique [...]. Le gouvernement s'appuie sur cette propagande raciste pour justifier des programmes tendant à éliminer petit à petit les acquis des droits civiques chèrement arrachés par les Noirs et les autres minoritaires dans les années 60, au prix souvent de la vie des meilleurs d'entre eux, comme Malcolm X, Martin Luther King et combien d'autres [...]. On peut donc dire aujourd'hui que les Noirs et les autres minoritaires se trouvent dans une situation au moins aussi désastreuse qu'en 1964, année des droits civiques [...].

[Le racisme] est institutionnalisé de facto dans tous les rouages de la société américaine, et particulièrement dans le système de justice criminel [...]. Plus de la moitié des 800 000 prisonniers, qui sont dans les geôles actuellement aux Etats-Unis, sont des Noirs – alors qu'ils ne représentent que 12 % de la population. Si l'on ajoute les Indiens, les Chicanos et les autres minoritaires, c'est 60 % qu'on obtient [...]. La moitié des 2 210 condamnés à mort actuellement dans le couloir de la mort sont des Noirs. Près de 250 personnes sont condamnées à mort chaque année, une vingtaine sont exécutées chaque année. Et encore cette année, on a déjà un rythme de deux par mois [...].

Le racisme condamne [les Noirs] à des peines très longues pour des délits réels ou inventés pour lesquels beaucoup de Blancs auraient été acquittés ou auraient bénéficié du sursis ou auraient été condamnés à des peines de prison beaucoup plus courtes. Le racisme permet également d'envoyer en prison et dans le couloir de la mort les militants pour les droits civiques, les antiracistes, les antifascistes, les nationalistes comme les Indiens ou les Portoricains. Et je n'ai garde d'oublier les Blancs qui sont en prison à cause de l'aide qu'ils ont apportée à ces minoritaires dans leur lutte pour la justice et la dignité [...]. La peine de mort est raciste, comme tout le système judiciaire américain. Dans son rapport sur la peine de mort aux Etats-Unis paru en 1987, Amnesty International constatait qu'« il apparaît que les Noirs reconnus coupables de meurtres de Blancs sont plus souvent condamnés à mort que toute autre catégorie de personnes. Par contre, les Blancs sont rarement condamnés à la peine capitale pour avoir tué des Noirs [...] »

Pour terminer, je voudrais parler aussi d'une autre initiative du MRAP, c'est cette pétition au sens américain du terme, c'est-à-dire que ce ne sont

pas des signatures, c'est une requête plutôt que le MRAP, conjointement avec le Syndicat des avocats de France et avec le Syndicat de la magistrature, a fait parvenir le 27 mars dernier à l'Attorney General des Etats-Unis, c'est-à-dire au ministre de la Justice [...]. C'est [le cas] de gens qui tous, à un titre ou à un autre, ont été victimes du racisme dans le système judiciaire américain. J'ai déterminé plusieurs catégories. [...] j'ai extrait un cas exemplaire dans chaque catégorie, c'est-à-dire un militant : c'est Johnny Harris, un Noir qui est victime du racisme. Il y a le dirigeant de l'American Indian Movement, l'Indien Leonard Peltier, qui est condamné à deux fois la prison à vie sur un coup monté contre lui, sans preuves. Il y a un Chicano. Il y a un indépendantiste portoricain. Et il y a le docteur Alan Berkman, qui est mon ami, un Blanc médecin à New York et qui est en

prison justement parce qu'il a aidé les Panthères noires et les indépendantistes portoricains [...].

Ce que je voudrais souligner ici, sur les campagnes du type de celle que nous menons, il y a des gens qui vous diront : A quoi ça sert de signer ? Eh bien, ça sert à quelque chose. Au MRAP, on a mené de très grandes campagnes pour les Quatre de Fleury-Mérogis, pour le pasteur Ben Chavis, actuellement pour Johnny Harris qui va sûrement être libéré sur parole au mois d'août à cause des campagnes internationales et du bruit que cela a fait. D'ailleurs, les prisonniers eux-mêmes – moi, je correspond avec Mumia, avec Johnny Harris – nous le disent : Il faut faire ça ; pour nous c'est un soutien incroyable, un soutien moral également. On fait un tout petit peu, on apporte sa pierre, tout le monde apporte sa pierre et ça finit par faire un édifice important [...].

Rachid Saoui

Comité de défense sociale

[...] Notre meeting ce soir est organisé par le CDDSS, le Comité de défense sociale. C'est une organisation de défense légale et sociale. [...] Légale parce que nous défendons les victimes de l'injustice bourgeoise devant les tribunaux. Sociale parce que nous comprenons que ce qui se passe dans les tribunaux est intimement lié à ce qui se passe dans la société, et nous sommes pour la lutte de classe.

Nous voyons le travail de défense dans un contexte large de défense sociale et sous forme de front unique : une alliance, la plus large possible, entre un maximum d'organisations à partir du moment où nous sommes d'accord sur l'action à mener. Il y a une formule classique pour désigner le front unique : « Marcher séparément et frapper ensemble » [...].

Nous prenons partie dans les luttes

sociales. Par exemple, une des premières actions que le CDDSS a faites, c'était la campagne financière pour

Suite page 8



Liste partielle et provisoire de soutien à Mumia Abu-Jamal

Syndicats ayant signé l'Appel pour sauver Mumia Abu-Jamal - et/ou ayant pris d'autres initiatives en sa faveur et/ou dont des responsables ont pris ou prendront la parole aux rassemblements et meetings dans le cadre de la campagne internationale :

Amalgamated Transit Union (ATU) [syndicat des employés du transport urbain] Local 308, Chicago (USA). Canadian Union of Public Workers (CUPW) [syndicat des employés de la poste], Vancouver (Canada). Canadian Union of Public Employees (CUPE) [syndicat des fonctionnaires] Local 391, Vancouver (Canada). Communications Workers of America (CWA) [syndicat des employés des télécommunications] Local 4309, Cleveland (USA). Confédération générale du travail (CGT). Fédération des industries de l'habillement, du cuir et du textile (Hacutext) CFDT. Hotel and Restaurant Employees Union Local 75, Toronto (Canada). International Association of Machinists [syndicat des mécaniciens] District 100, Eastern Airlines (USA). International Brotherhood of Teamsters (IBT) [syndicat des camionneurs] Local 808, New York (USA). International Longshoremen's Association (ILA) [syndicat des dockers] Local 1414, Savannah, Georgie (USA). International Longshoremen's and Warehousemen's Union (ILWU) [syndicat des dockers et ouvriers des entrepôts] Local 10, Oakland, Californie, et Local 6, San Francisco (USA). International Organisation of Journalists (IOJ), Prague (Tchécoslovaquie). Labour Council of Metropolitan Toronto and York Region [conseil syndical de l'agglomération de Toronto] (Canada). National Union of Railwaymen [syndicat national des cheminots] Finsbury Park Branch (Grande-Bretagne). Social Service Employees Union (SSEU) Local 371, New York (USA). Southern Ontario Newspaper Guild [syndicat des journalistes de l'Ontario Sud] (Canada). Syndicat CGT CELEEC, Agence de Sandouville. Syndicat des correcteurs CGT. Syndicat général du Livre parisien CGT. Syndicat national des journalistes CGT. Telecommunications Workers Union (TWU) Local 1 Executive Council [conseil exécutif du syndicat des télécommunications], Vancouver (Canada). Transport Workers Union (TWU) [syndicat des employés du transport urbain] Local 100, New York (USA). United Auto Workers (UAW) [syndicat des ouvriers de l'automobile] District 65, New York (USA). United Steel Workers of America (USWA) [syndicat des ouvriers de la sidérurgie] Local 1014, Gary, Indiana (USA). United Transportation Union (UTU) [syndicat des employés du transport urbain] Local 483, Toronto (Canada).

Organisations, responsables d'organisations et personnalités ayant signé l'Appel pour sauver Mumia Abu-Jamal - et/ou ayant pris d'autres initiatives en sa faveur et/ou qui ont pris ou prendront la parole aux rassemblements et meetings :

Africa and Caribbean Student Association [Association des étudiants africains et caraïbes], Toronto (Canada). Angelo Airola, secrétaire général de la FIOM-CGIL* [syndicat des métallurgistes] (Italie). Ali Aqaba, président du Comité du Kurdistan* (France). AGIPA-Press [Presse de contre-information américaine] (RFA). José I. Alas, secrétaire général, Fundación Centroamericana*, Managua (Nicaragua). Amnistia Internacional Catalunya (Espagne). Anarchist Black Cross [Croix noire anarchiste], Toronto (Canada). Helmut Angula, SWAPO* (Namibie). Edward Asner, comédien (USA). David Assouline, LCR*. Hugues Aulray, chanteur. Henri Bangou, sénateur-maire de Pointe-à-Pitre, Parti communiste guadeloupéen*. Claude Barberousse, directeur, Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente*. James Barrett, Executive Board member [membre du comité exécutif], USWA Local 8751*, Hyde Park, Massachusetts (USA). Roland Bingler, secrétaire du Syndicat général du Livre parisien CGT*. Blume, Comité national d'action pour la paix et le développement (CNAP)*, Bruxelles (Belgique). Gianni Bombaci, secrétaire de la CGIL* [confédération syndicale italienne], Milan (Italie). Jean-Michel Boullier, secrétaire général du SGEN-CFDT*. Pierre Bourdieu, sociologue, professeur au Collège de France. Ron Brown, Member of Parliament [député] Ecosse. Dennis Brutus, poète sud-africain. Robert R. Bryan, Chairperson, National Coalition to Abolish the Death Penalty* [président, Coalition nationale pour abolir la peine de mort] (USA). Serge Buquet, secrétaire général du syndicat CGT* CELEEC, Agence de Sandouville. Renato Campana, journaliste, Centro Studi Pietro Tresso* (Italie). Jehan-Luc Cardonna, avocat. Otelo de Carvalho, ancien dirigeant du Mouvement des forces armées* (Portugal). Paolo Casciella, historien, Centro Studi Pietro Tresso* (Italie). Bobby Castillo, Political Prisoner Project Coordinator, International Indian Treaty Council* [coordinateur du programme prisonniers politiques, Conseil du traité indien international] (USA). Henriette Chardak, cinéaste. Lee V. Charlton, President, National Association for the Advancement of Coloured People (NAACP)* [Association nationale pour le progrès des gens de couleur], New Bedford, Massachusetts (USA). François Chavaneau, Logement pour tous*, Paris. Cheb Kader, musicien. Geneviève Claisse, artiste plasticienne. Ramsey Clark, ancien ministre de la Justice (USA). Daniel Coleman, Branch President [président de section], NAACP*, Vallejo, Californie (USA). Comitato di difesa sociale e proletaria [Comité de défense sociale et prolétarienne] (Italie). Comité de défense des libertés et des droits de l'Homme en France et dans le monde. Comité de défense sociale. Comité national pour l'indépendance et le développement (CNID). Ablasse Compaore, Président de la Ligue burkinabè des droits de l'Homme*. Claude Confortès, cinéaste. Albert Constant, Parti communiste martiniquais*. Armando Cossutta, sénateur, Parti communiste italien*. Herman Curry, Branch President [président de section], NAACP*, Elkhart, Indiana (USA). Didier Daeninckx, écrivain. Danny K. Davis, Alderman [conseiller municipal], Chicago (USA). Joseph Davis, Director, UAW* Civil Rights Dept. [directeur du département des droits civiques du syndicat des ouvriers de l'automobile], Detroit (USA). Victor Dedaj, secrétaire départemental du Rhône, Association France-Amérique latine*. Ronald Dellums, Member of Congress [député], Oakland, Californie (USA). Benjamin Denis, présidente de l'Association départementale pour l'enseignement et la formation des travailleurs immigrés (AETI)*, Paris. Guy Desolier, chargé de cours, Université libre de Bruxelles (Belgique). Pasteur René Doucè, Julien Dray, député de l'Essonne, PS*. Jean Dresch, universitaire. René Dumont, ancien candidat écologiste aux élections présidentielles. Françoise d'Eaubonne, écrivain. Janine Ecochard, députée des Bouches-du-Rhône, PS*. Editions berbères, Paris. Kim Felner, Executive Director, National Writers Union* [directeur exécutif de l'Association nationale des écrivains], New York (USA). Léo Ferré, chanteur. Charles Fiterman, conseiller régional Rhône-Alpes, ancien ministre, PCF*. Mgr. Jacques Gaillot, évêque d'Evreux. Bertrand Gallot, député d'Eure-et-Loir, PS*. Aubert Garcia, sénateur du Gers, PS*. Gardin, secrétaire de la section Lettres du SNESup*.

Rouen. Charles P. Garry, Attorney [avocat], San Francisco (USA). Frédéric Geissmann, secrétaire national de l'UNEF-SF* en 1989. André Gérin, maire de Vénissieux, PCF*. Jacques Gernot, professeur au Collège de France, membre de l'Institut. Eduardo Giordano, directeur de « Voces y Culturas », Barcelone (Espagne). Bernard Girardeau, comédien. Roger L. Green, New York State Assemblyman [député de l'Assemblée de l'Etat de New York] (USA). Jean-Claude Guenard, délégué syndical CGT*. Le Tréport. Guespion, professeur d'université, Rouen. Eugène Guillewic, poète. Gregor Gysi, secrétaire général du PDS* (RDA). Léo Hamon, ancien ministre. Jack Healey, Executive Director, Amnesty International*, New York (USA). Paul Hill, un des « Guildford 4 » (Grande-Bretagne). Jessica Huntley, Bogie L'Ouverture publications. Albert Jacquard, généticien. Wadiya Jamal, épouse de Mumia Abu-Jamal, partisane de MOVE* (USA). I-Abdul Jon, Committee in Support of MOVE* [Comité de soutien à MOVE] (USA). Alain Journet, député-maire du Vigan, PS*. M. Kastler, ophtalmologiste, Alfred Kern, écrivain. Elizabeth King-Whitaker, Chicago Conference of Black Lawyers* [Association des avocats noirs de Chicago] (USA). Komitee für soziale Verteidigung [Comité pour la défense sociale] (Allemagne). Alain Krivine, LCR*. William M. Kunstler, avocat, New York (USA). Abdellatif Laabi, écrivain. Georges Labica, universitaire, philosophe, Bernadette Lafont, comédienne. Denis Langlois, avocat, écrivain. Latreche, responsable du Rhône de l'Armée des Algériens en Europe*, Lyon. Jack Layton, City and Metro Councillor [conseiller municipal], Toronto (Canada). Charles Lederman, sénateur, ancien président du groupe PCF* au Sénat. Alain Leduc, conseiller régional de Bruxelles (Belgique). Daniel Légerot, secrétaire du Syndicat national du Livre parisien CGT*. Michel Leiris, écrivain. Alain Lezongar, musicologue. Ligue communiste révolutionnaire, section de Rouen. Ligue des droits de l'Homme. Ligue du droit des femmes. Reverend Joseph Lowery, President, Southern Christian Leadership Conference (SCLC)* [Conférence de la direction chrétienne du Sud], Atlanta (USA). Conrad Lynn, Mid-Hudson Regional Council [conseil régional du Mid-Hudson], NAACP*, Nanuet, New York (USA). Jean-François Lyotard, philosophe. Colette Magny, chanteuse. Maheut, délégué syndical, CGT* SONEMA, Rogerville (Seine-Maritime). Howard D. McCurdy, Member of Parliament [député], Windsor St. Clair (Canada). Jean-Baptiste Marcellesi, professeur d'université, Rouen. Omar Massalha, observateur permanent de la Palestine auprès de l'UNESCO*, Paris. Claude Mauriac, écrivain. Jean Mazet, secrétaire général des retraités CGT-PTT*, Lyon. Lucien Mercier, secrétaire général du syndicat CGT* ATOCHEM, Gonfreville l'Orcher (Seine-Maritime). Jean Métellus, écrivain haïtien. Danielle Mérian, avocate, Action des chrétiens pour l'abolition de la torture et des exécutions capitales (ACAT)*. Hans Modrow, ancien premier ministre de la RDA, PDS*. Théodore Monod, membre de l'Institut, professeur honoraire au Muséum national d'histoire naturelle. Cleve Moore, Ontario Coalition of Black Trade Unionists* [Coalition des syndicalistes noirs de l'Ontario], Downsview (Canada). Jim Moran, Executive Board member [membre du comité exécutif], The Newspaper Guild Local 10* [Syndicat du livre], Philadelphie (USA). Bernard Morin, cardiologue, ancien député de la Résistance française. Serge Moureaux, président de l'ACCF* (Belgique). Hilary Naylor, Regional Abolition Coordinator [coordinatrice régionale pour l'abolition], Amnesty International* (USA). Henri Noguères, avocat, ancien président de la Ligue des droits de l'Homme*. Tom Novembre, chanteur. Operation PUSH, Chicago (USA). Robert Pac, Commission Américaine du MRAP*. Jacques Paniel, cinéaste. Hélène Parmelin, écrivain. Partisan Defense Committee (Australie). Partisan Defense Committee (Grande-Bretagne). Partisan Defense Committee (Canada). Partisan Defense Committee (Japon). Partisan Defense Committee (USA). Léon Paternoster, conseiller régional de Bruxelles (Belgique). Leonard Peltier, American Indian Movement* [Mouvement américain indien] (USA). Gilles Perrault, écrivain. Roger Pic, réalisateur. Charles Picquier, ministre-président de l'exécutif de la région bruxelloise (Belgique). Frédéric Potcher, journaliste. Pouvoir ouvrier (France). Thierry Quéant, Association d'information et de soutien aux droits du peuple kanak (AISPDK)*. F. Quiquienpois, délégué du personnel, syndicat CGT* ATOCHEM, Gonfreville l'Orcher (Seine-Maritime). Maurice Rajstus, écrivain. Jack Ralite, ancien ministre, PCF*. Roland Rappaport, avocat. Larry Regan, President, USWA Local 1014*, Gary, Indiana (USA). Renaud, chanteur. Reysier, maire de Châlons-sur-Marne. Catherine Ribeiro, chanteuse. David Richardson, Pennsylvania State Representative [député de l'Assemblée de l'Etat de Pennsylvanie] (USA). Rising Soul, groupe de musique. Jean-Louis Rollot, secrétaire général de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente*. Mark Rosenbaum, General Counsel, American Civil Liberties Union (ACLU)* [conseil général, Union américaine pour les libertés civiles], Los Angeles (USA). Norman Roth, ancien président, UAW Local 6*, Oak Park, Illinois (USA). Bobby Rush, Alderman, 2nd Ward [conseiller municipal, 2ème circonscription], Chicago (USA). Nathalie Sarraute, écrivain. Laurent Schwartz, mathématicien. Henry Schwarzschild, Director, Capital Punishment Project [directeur, Programme peine capitale], ACLU* (USA). Olivier Séchan, écrivain. Secours populaire français. Catherine Sellers, comédienne. Yves Simon, chanteur. Jean-Pierre Sloan, avocat à la Cour d'appel de Paris, ancien membre du Conseil de l'ordre*. Francesca Solleville, chanteuse. Pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France*. Percy Sutton, ancien Borough President of Manhattan [ex-président de l'arrondissement de Manhattan], New York (USA). Pierre Tabard, comédien. Thibout, délégué syndical, CGT* SELF, Notre-Dame-de-Gravenchon (Seine-Maritime). Abbé Pierre Toulat, Commission épiscopale Justice et Paix*. Alain Touraine, directeur d'études, Ecole des hautes études en sciences sociales. Paul Trehwela, rédacteur, Searchlight South Africa* (Grande-Bretagne). Philippe Triay, Mouvement anti-apartheid (MAA)*. Patricia Vader, Director, Illinois Coalition Against the Death Penalty* [directrice de la Coalition de l'Illinois contre la peine de mort] (USA). Monique Van Tichelen, conseillère régionale de Bruxelles (Belgique). Wagner, conseillère municipale de Seclin (Nord), PS*, vice-présidente du Cercle d'étude et de réflexion Emile Zola*. Karima Wicks, Research Director, Capital Punishment Project, NAACP Legal Defense Fund* [directrice de recherche, Programme peine capitale, Fond de défense légale du NAACP] (USA). Wolfe Tone Society (Irlande). Josephine Wyatt, Chairperson, Chicago Chapter, National Association Against Racism and Political Repression (NAARPR)* [présidente, chapitre de Chicago, Association nationale contre le racisme et la répression politique] (USA). Jean Ziegler, député (Suisse). Wedad Zenie-Ziegler (Suisse).

* L'appartenance organisationnelle n'est mentionnée que pour identification.

Discours...

Suite de la page 7

soutenir les victimes civiles des mollahs à Jalalabad, en Afghanistan. Notre organisation sœur aux USA, le Partisan Defense Committee, a soutenu les mineurs britanniques en grève, a organisé des manifestations contre les provocations fascistes.

Ce genre de travail fait partie des traditions du mouvement ouvrier international. Il y avait par exemple le Secours rouge international [SRI], qui avait été créé en 1922 par la Société des vieux-bolchévicks et la Société des anciens forçats et déportés politiques sous le tsarisme. Le SRI se définissait comme suit : « L'orientation [du Secours rouge international] est antibourgeoise, au service des chômeurs. Elle est anti-impérialiste et défend les colonisés [...]. Le SRI organise les secours aux détenus politiques, aux immigrés politiques et à l'occasion assure la défense juridique. » Le SRI a disparu avec l'abandon de la révolution par les partis de la III^e Internationale [...].

Cette tradition [du SRI] est la nôtre.

Jamal...

Suite de la page 6

de ce frère [...], nous avons besoin d'un mouvement syndical fort et combatif. »

Le 4 juillet, à Toronto, une centaine de manifestants se sont rassemblés devant le consulat des Etats-Unis, derrière les banderoles du Metro Toronto Labour Council, qui représente 180 000 syndiqués, et de la section syndicale 483 de l'United Transportation Union. A Londres, le 6 juillet, un des orateurs du meeting était Desmond Trotter, militant condamné à mort en 1976 dans l'île antillaise de la Dominique, et sauvé de la pendaison par une campagne massive de protestations, en Dominique et aussi en Martinique. « Je ferai tout ce que je pourrai pour sauver ce frère », déclara Trotter.

En Allemagne, où l'annexion capitaliste de la RDA s'accompagne d'attaques

C'est cette tradition dont le CDDDS se veut le continuateur et qu'il cherche à faire revivre [...].

Le cas de Mumia Abu-Jamal éclaire de façon frappante les liens qui existent entre oppression raciste et meurtre légal - la peine de mort [...]. La peine de mort et la ségrégation aux Etats-Unis tirent leurs racines du passé esclavagiste de l'Amérique [...]. En fait, si la Guerre civile [1861-1865] a libéré les Noirs des chaînes de l'esclavage dans les plantations, la bourgeoisie les a enchaînés à l'esclavage salarié, à la misère la plus totale, à la ségrégation et à la terreur racistes. Le lynchage par exemple s'est développé de façon terrifiante après la Guerre civile. Auparavant, l'esclave faisait partie du capital de l'esclavagiste. Fin XIX^e-début XX^e, un Noir qui commettait un délit arrivait difficilement devant un tribunal, parce qu'il était lynché avant. Il y a eu une campagne contre le lynchage, qui cherchait simplement à amener l'accusé devant un tribunal, ce qui a changé les formes mais pas les résultats [...].

La peine de mort, cette survivance de la barbarie moyenâgeuse, prend place, aux Etats-Unis, dans la tradition ségrégationniste. La peine de mort est

fascistes contre les travailleurs immigrés, les Juifs et les militants de gauche, des rassemblements en défense de Jamal ont eu lieu le 3 juillet à Hambourg et à Berlin-Est. Ces rassemblements étaient soutenus par des survivants de l'Holocauste, par des représentants d'organisations immigrées et par des membres du parti stalinien PDS, l'ex-parti dirigeant d'Allemagne de l'Est, dont l'ancien premier ministre Hans Modrow et l'actuel secrétaire général du PDS, Gregor Gysi.

Cette série de meetings et manifestations se terminera par des rassemblements le 12 juillet à Sydney (Australie) et le 14 juillet aux Etats-Unis, à Oakland, Chicago et Philadelphie. La campagne de soutien s'amplifie chaque jour. Au Mexique, la section X (Mexico) du syndicat des enseignants mexicains a adopté à l'unanimité une résolution demandant la libération de Jamal. En Italie, plus de mille personnes ont signé des pétitions exigeant la vie sauve pour

restée largement une institution du Sud, le Sud [qui] compte la majorité des exécutions depuis 1977, c'est-à-dire depuis la reprise des exécutions. [...] la Cour suprême avait déclaré que la peine de mort était inégale et arbitraire dans son application. Mais, en 1976, cette même cour prenait une décision qui a permis à 37 Etats de restaurer la peine de mort [...]. Des études d'un professeur de droit de l'Iowa, il ressort qu'un Noir risquait onze fois plus d'être condamné à mort pour l'assassinat d'un Blanc, onze fois plus que quand il s'agit d'un Blanc qui a assassiné un Noir [...].

Le combat [pour sauver Jamal] est

William Cazenave

Ligue trotskyste

[...] L'hiver dernier, la presse américaine a publié une étude de spécialistes qui ont déclaré qu'à Harlem, en plein centre de New York [...], l'espérance de vie des gens qui y vivent, c'est-à-dire principalement des Noirs et des Hispaniques, est inférieure à celle du Bangla Desh. Ca, c'est la réalité froide des ghettos aux Etats-Unis [...].

Les pauvres des ghettos sont bien les victimes de la décadence de l'impé-

Jamal. D'Argentine, le PDC a reçu une déclaration de soutien signée par 23 étudiants. Et en Pologne, les pétitions circulent dans tout le pays, et cent signatures sont déjà parvenues.

La campagne pour sauver Jamal n'est pas terminée. Vous pouvez aider à l'amplifier. Prenez contact avec le CDDDS, BP 202, 75822 Paris Cedex 17. Envoyez des lettres et télégrammes exigeant « Mumia Abu-Jamal ne doit pas mourir ! » au Gouverneur Robert Casey, Main Capitol Building, Room 225, Harrisburg, PA 17120, USA. (Adressez-en une copie au CDDDS, BP 202, 75822 Paris Cedex 17.) Contactez le CDDDS pour plus d'informations, pour organiser des réunions ou recevoir des pétitions, des affiches et des dossiers. La campagne pour sauver Jamal coûte et coûtera beaucoup d'argent. Nous avons besoin de votre aide. Envoyez vos chèques au CDDDS à l'adresse ci-dessus ou vos virements à : Comité de défense sociale, CCP 1 429 25 J-Paris. ■

d'autant plus le nôtre que nous savons ce qu'est la terreur policière et la ségrégation [en France]. Si la peine de mort ne figure pas dans les textes, elle est appliquée dans les faits : le dernier exemple c'est le flic qui a tiré une balle dans la tête d'un jeune à Saint-Michel et qui est en liberté aujourd'hui. Et les assassins racistes qui sont jugés prennent moins que ce que prend un Beur quand il vole un autoradio.

La lutte de Mumia Abu-Jamal doit être la nôtre. [...] rejoignez-nous pour dire : Mumia Abu-Jamal ne doit pas mourir !

rialisme américain. Dans les deux dernières décennies, la désindustrialisation massive, les attaques contre les syndicats, les coupes claires dans les budgets [sociaux], dans les salaires, ont fait que maintenant des millions de Noirs sont dans l'incapacité économique y compris d'assumer la construction d'une famille, d'un foyer. Par exemple, plus de 40 % des Noirs qui se trouvent dans la fourchette des vingt-trente ans sans emploi. Et, en plus, il faut prendre en compte la diminution générale des salaires [...]. Cette pauvreté est intimement liée à la ségrégation et à la terreur raciste, policière et civile, c'est-à-dire la haine quotidienne, les meurtres racistes quotidiens. On a des populations entières confinées dans des ghettos, qui y sont soumises à ce qu'on connaît, c'est-à-dire la misère, la drogue, la criminalité, mais aussi la terreur quotidienne [...].

Les Noirs américains ont occupé des places stratégiques dans la classe ouvrière américaine [...]. En fin de compte, les populations du Sud sont venues à la faveur de la Première Guerre mondiale, et surtout de la Deuxième Guerre mondiale, dans les grands centres industriels du Nord-Est et ont formé les grands bataillons de la classe ouvrière américaine. Le problème est que les dirigeants syndicaux américains traditionnels [...] n'ont jamais mené une politique d'intégration. Et le fossé s'est creusé, y compris dans les entreprises, entre Noirs et Blancs. Le mouvement noir, qui a été détruit dans les années 70, s'est aussi détruit dans une certaine mesure parce qu'il a nié l'aspect central de la question noire aux Etats-Unis,

Algérie...

Suite de la page 12

constance. Dans cette manifestation progouvernementale, peu de femmes et de jeunes et surtout des mots d'ordre patriotiques.

La semaine avant, le 10 mai, une manifestation appelée par les partis « démocratiques », dont les staliniens du Parti d'avant-garde socialiste (PAGS), le RCD et plusieurs organisations féministes, avait rassemblé à peu près le même nombre de participants. Mais c'est la manifestation appelée par le Front des forces socialistes (FFS), dirigé par Hocine Aït-Ahmed, qui rassembla la foule la plus importante, environ 200 000 personnes, où les femmes étaient nombreuses et où les hommes arboraient des badges, en français, arabe et berbère : « *Touche pas à ma sœur* », un mot d'ordre visant à affirmer leur volonté de défendre les femmes contre les attaques islamistes mais qui est pour le moins ambigu dans une société où les femmes ont à subir la tutelle permanente et dégradante de leur père, frère, mari etc. Le dirigeant du FFS, un des derniers chefs historiques du FLN encore vivants, qui vient de rentrer en Algérie après 23 ans d'exil jouit d'une immense popularité, et pas seulement en Kabylie. Emprisonné dès 1963 par le gouvernement de Ben Bella pour avoir pris la tête d'une révolte en Kabylie, poursuivi depuis 1966 (date de son évasion) par le gouvernement algérien, son autorité repose aujourd'hui essentiellement sur son image d'éternel rebelle, jamais compromis par l'exercice du pouvoir. Mais son programme ne présente en aucune façon une rupture avec le FLN dont il utilise le verbiage usé jusqu'à la corde. Malgré toute une série de revendications démocratiques justifiées comme l'égalité pour les femmes, le respect des droits nationaux des Berbères et la laïcité, il n'en demeure pas moins que, tout comme le FLN, il cherche dans l'islam une référence pour l'action politique. De fait, la seule perspective politique qu'il offre, la « démocratie », n'est qu'une version plus respectable du maintien de la domination capitaliste néo-coloniale qui étrangle aujourd'hui les masses algériennes. Un programme qui ne se distingue en rien de celui des autres partis « démocratiques » dits d'opposition et légalisés récemment par le pouvoir, y compris celui du Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA) que dirige l'ancien président Ben Bella, démagogue islamiste, avec lequel d'ailleurs Aït-Ahmed fut allié un moment.

La seule chose que les libéraux, la

« gauche » et même l'« extrême gauche » ont à proposer à ceux qui refusent la dictature moribonde du FLN et la théocratie du FIS, c'est de se rassembler derrière le drapeau de la « démocratie »... capitaliste. Mais il ne peut y avoir de démocratie parlementaire — que se sont payée par le pillage impérialiste les métropoles occidentales — dans le cadre du capitalisme pour aucun pays néo-colonial. Lors de la manifestation du 10 mai, la banderole de



Roberto Cristofoli

En France, en novembre dernier, l'affaire des foulards islamiques a servi de prétexte pour attiser la campagne raciste contre les « immigrés » et leurs enfants.

tête proclamait « *Non au fascisme* ». Cette perspective est une réminiscence des fronts populaires européens des années 30 qui ont enchaîné la classe ouvrière aux partis bourgeois libéraux. De telles coalitions « larges » ont été impuissantes à arrêter la montée du fascisme, car elles laissaient intactes les racines matérielles — le capitalisme pourrissant — sur lesquelles le fascisme se développe. En Algérie, cette perspective de front populaire implique un soutien au FLN (ou au moins au président Chadli) dont la politique économique et la répression brutale ont poussé les jeunes des quartiers pauvres dans les bras des fanatiques intégristes.

Une partie de la population, effrayée par le danger islamiste, regarde du côté de l'armée pour stopper cette menace mortelle (cf. *le Monde*, 8 mai). Détentrice de fait du pouvoir réel depuis l'indépendance, imposant à la tête de l'Etat ses hommes, Ben Bella, Boumédiène et Chadli, l'armée est effectivement l'autre force centrale qui peut faire basculer la situation politique en Algérie. *Libération* du 14 juin citait une interview significative d'officiers supé-

rieurs qui n'hésitent pas à dénoncer le « laxisme et la carence des autorités » et affirmer : « *Pour le moment, nous observons. Nous faisons tout pour respecter la légalité. Mais l'Etat se doit de réagir après les élections. Faute de quoi, nous refuserons de laisser piétiner les libertés.* » En clair, une menace de coup d'Etat militaire comme ultime recours pour faire régner « l'ordre ». De plus, on ne peut exclure la possibilité d'une « solution » à la soudanaise, où

ces produits disparaissent régulièrement pour réapparaître à des prix montés en flèche sur le marché privé. Les bidonvilles qui entourent les grandes villes comme Alger ne cessent de s'étendre. Une jeunesse entière n'a aucun espoir de trouver un jour un travail régulier (d'après l'Office national des statistiques, en juillet 1989 près de 83 % des personnes qui cherchaient un emploi avaient moins de 30 ans). Et pendant ce temps, les millionnaires profiteurs du « socialisme » sillonnent la ville avec arrogance dans leur Mercedes.

A l'origine, le FLN s'était lancé dans une politique d'investissements dans l'industrie lourde du secteur nationalisé, la pierre de touche du « socialisme » algérien, et qui — c'était promis — moderniserait le pays et le conduirait à l'indépendance économique vis-à-vis de l'impérialisme. Des raffineries géantes, des usines sidérurgiques, des cimenteries et autres usines « clés en main » ont été achetées à l'étranger. Du fait de la pénurie chronique de pièces détachées et de main-d'œuvre qualifiée, ces usines ont tourné généralement bien en dessous de leurs capacités. Mais cette politique a permis par contre à une couche de bureaucrates d'Etat et de l'armée, ainsi qu'à leur entourage, de monter des sociétés privées qui, grâce à leurs relations, ont pu faire des profits en achetant des produits semi-finis de l'industrie d'Etat à des prix de faveur. Beaucoup de ces nouveaux capitalistes ont ainsi amassé des fortunes colossales. Dans le même temps, la classe ouvrière s'est beaucoup renforcée numériquement — son importance a doublé depuis l'indépendance.

Ce système profondément contradictoire, qui a favorisé les pires excès de corruption, de gaspillage et de pillage des fonds publics, a constitué une machine économique coûteuse et hautement inefficace, mais il a continué à fonctionner aussi longtemps qu'il a été généreusement alimenté par les revenus de l'exportation du gaz et du pétrole. En réalité, derrière la façade, l'Algérie est restée comme une colonie classique, dépendante de la vente de ses ressources en gaz et pétrole (98 % de ses exportations) aux impérialistes.

A la fin des années 70, le prix du pétrole sur le marché mondial est tombé en chute libre, passant de 40 dollars le baril en 1979 à 12 dollars fin 1988. Les revenus de l'Etat diminuant, le FLN s'est engagé dans une frénésie d'emprunts pour maintenir l'économie à flot. Aujourd'hui, le pillage impérialiste de l'Algérie est devenu flagrant : le service de la dette engloutit les trois quarts du revenu total des exportations.

S'ajoute à cela la désorganisation complète de son agriculture qui conduit aujourd'hui l'Algérie à importer près de 90 % de ses besoins alimentaires. Et parallèlement, le régime Chadli en accélérant la privatisation de l'agriculture a conduit à une concentration des terres entre les mains de gros propriétaires privés alors que le nombre des paysans sans terres s'accroît et vient grossir la masse des chômeurs dans les bidonvilles qui entourent les grandes villes.

A l'automne 1988, toutes ces tensions ont explosé et mené à une confrontation qui sonna le glas du soutien populaire au FLN. Une vague de grèves contre l'austérité gouvernementale menaçait de se transformer en grève générale. La jeunesse en colère des quartiers pauvres d'Alger se souleva. Comme ils s'en prenaient aux bâtiments gouvernementaux, symbole du pouvoir du FLN, et aux symboles de l'opulence comme le complexe commercial Ryad-el-Fatch, le gouvernement fit appel à l'armée. Quelque 500 jeunes à Alger et dans d'autres villes ont été tués et beaucoup d'autres torturés à l'électricité ou avec d'autres techniques héritées de la répression coloniale française (cf. *le Bolchévik* n° 88, novembre 1988).

Suite page 10

c'est-à-dire la question de la classe ouvrière [...].

Dans les deux dernières décennies de désindustrialisation des Etats-Unis, la place des Noirs dans la production a largement diminué. Mais il existe encore de grands secteurs tels que la santé, les transports en commun [...]. On trouve énormément de Noirs dans les docks et dans les ports et qui représentent une puissance sociale énorme. Le problème, c'est effectivement de les organiser et pour cela d'avoir un programme qui permette de dépasser les divisions raciales, un programme qui s'adresse à l'ensemble de la classe ouvrière, qu'elle soit blanche, noire, etc. [...]. Ce qu'il faut, c'est construire un parti révolutionnaire multiracial, armé d'un programme pour la révolution sociale. Nos camarades de la Spartacist League aux Etats-Unis ont montré, d'une façon modeste vu notre taille, mais significative que des luttes communes sont possibles. Des luttes communes non seulement entre Blancs et Noirs mais entre Noirs employés (qui sont sortis ou qui sont en passe de sortir des ghettos) et population com-

plètement paupérisée dans les ghettos. Et nous voulons montrer que ces syndicats dans lesquels les Noirs sont puissants peuvent jouer un rôle essentiel de lien entre les masses appauvries des ghettos et les ouvriers blancs.

Dans les dernières années, y compris contre la période et le climat réactionnaire qu'ont représentés les années Reagan, le Partisan Defense Committee et nos camarades de la Spartacist League ont pu être par exemple à l'initiative de nombre de manifestations de front unique qui ont mobilisé des Blancs, des Noirs, ouvriers syndiqués et Noirs pauvres des ghettos, qui ont rassemblé jusqu'à cinq mille personnes dans les rues de Detroit, Chicago, Washington, Philadelphie, Atlanta, en vue d'arrêter les provocations des bandes fascistes, racistes, du KKK et/ou de skinheads ou de nazis. Ca a été des succès qui montrent la voie de l'alliance, dans la lutte commune, entre les différentes composantes de la classe ouvrière américaine.

Aujourd'hui, nous pensons fermement que le combat pour sauver Mumia Abu-Jamal rentre dans le cadre de ce

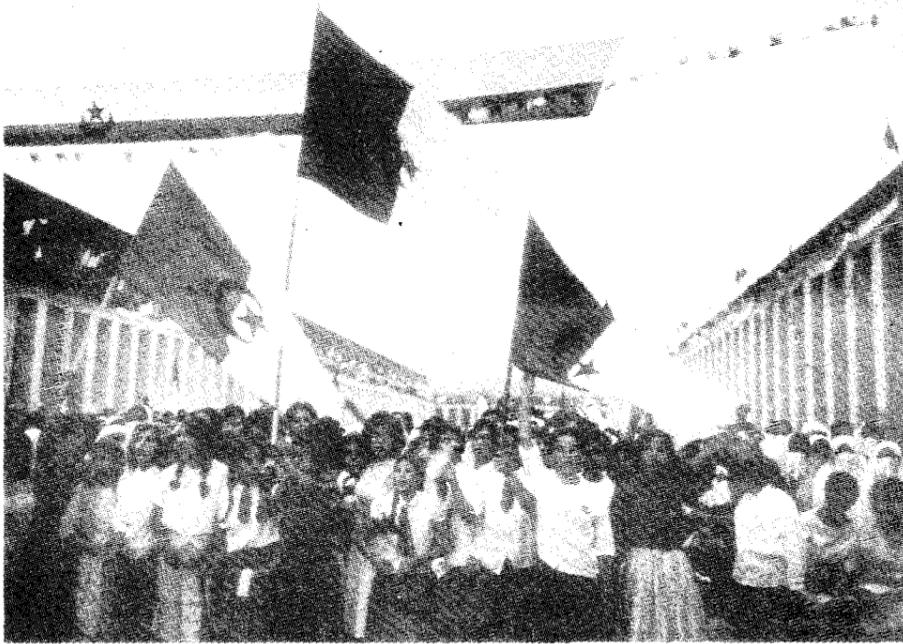
combat. C'est un combat contre la terreur raciste, contre le lynchage légal, contre la peine de mort raciste — un combat pour une humanité meilleure. Et je veux juste terminer sur la situation en France [...]. Les Noirs américains forment une caste opprimée, au fond de la société américaine, mais ils font complètement partie de la nation américaine, et ce depuis très longtemps. Mais [en France] on voit se développer sous nos yeux, sans qu'on sache [...] exactement les développements futurs, la constitution de ce qui semble être une couche ségréguée durablement — je veux parler des Maghrébins et maintenant aussi des Africains issus de l'immigration [...]. La question [est posée] de la construction d'un parti multiethnique, permettant d'être le véritable tribun du peuple et d'entraîner derrière lui ces masses qui, pour l'instant, ne sont pas intégrées parce que l'intégration ne s'est pas faite comme pour les autres couches de l'immigration traditionnelle en France, à travers le mouvement ouvrier. C'est une des tâches que s'est fixée la Ligue trotskyste dans ce pays. ■

Algérie...

Suite de la page 9

Aujourd'hui, à nouveau la puissante classe ouvrière algérienne, qui dès novembre 1988 reprenait ses grèves, est entrée en lutte. Des conflits longs et durs touchent de nombreux secteurs comme la production de pétrole d'Hassi-Messaoud, la distribution de carburant, d'électricité et de gaz, Naftal et Sonégaz à Alger, mais également le secteur public des postes, les travailleurs de la santé et la construction navale, comme au chantier de Mers-el-Kebir. Les travailleurs qui se heurtent à l'arrogance des directeurs se battent pour l'amélioration du pouvoir d'achat, la retraite, la garantie de l'emploi, l'emploi pour les jeunes et le logement social. A côté de ces revendications immédiates et urgentes, les ouvriers luttent aussi contre la gestion désastreuse, la corruption et, comme à l'ENTP à Hassi-Messaoud, contre l'« autonomie » des entreprises, c'est-à-dire la privatisation. La plupart de ces conflits tentent d'échapper au contrôle de l'UGTA, le « syndicat » qui n'est qu'un appendice de l'appareil du FLN destiné à contrôler et à mettre au pas les travailleurs de plus en plus hostiles à l'égard des bureaucrates syndicaux désignés par le gouvernement. Le congrès de l'UGTA en juin dernier a même dû se tenir sous la « protection » des brigades anti-émeutes pour empêcher les « dissidents » de s'exprimer (*Horizons*, 29-30 juin). Les travailleurs doivent lutter pour briser le carcan de l'UGTA et construire des véritables syndicats, indépendants de l'Etat capitaliste. D'autre part, les staliniens du PAGES, bien implantés dans la classe ouvrière, n'ont rien d'autre à lui offrir que de suivre servilement Chadli (comme ils l'ont fait pour tous les gouvernements depuis 1962) et proposent « l'arrêt de l'émiettement et la polémique entre les forces démocratiques » (*Horizons*, 28 juin) dans une recherche criminelle, et par ailleurs illusoire, d'un front populaire de collaboration de classes dans le cadre d'un « islam de fraternité et humaniste ».

Pour l'instant, malgré sa combativi-



Marc Riboud/Magnum

Manifestation de femmes le jour de l'indépendance, en 1962. Nombre d'entre elles sont tombées en combattant héroïquement le colonialisme français.

La montée des islamistes a été marquée par une campagne de terreur contre les femmes qui, selon eux, ne se conforment pas aux préceptes coraniques. Au début des années 80, les Frères musulmans à Oran avaient scandalisé l'opinion publique en attaquant violemment des jeunes femmes habillées à l'occidentale, allant jusqu'à leur lancer de l'acide au visage. Depuis, les intégristes ont mené des campagnes contre l'éducation mixte et le droit des femmes au travail. En octobre dernier, ils essayèrent de casser la grève des enseignants en exigeant que les enseignantes soient forcées de prendre une retraite anticipée. Plus récemment, ils ont organisé des descentes musclées dans les cinémas, les discothèques, les bars et les restaurants qui restaient ouverts pendant le Ramadan.

Leurs cibles principales sont notamment les femmes divorcées qui vivent ou apparaissent en public seules, c'est-à-dire sans être sous la surveillance directe d'un père ou d'un mari. En novembre dernier, la maison d'une femme

ter le voile uniquement pour ne pas être importunées ou battues par ces nervis quand elles s'aventurent seules dehors. Et jusqu'à présent les attaques répétées de ces bandes ont bénéficié d'une indulgence bienveillante du gouvernement qui les a largement utilisées ces dernières années pour terroriser la gauche en particulier dans les universités.

L'Algérie est aujourd'hui un pays déchiré par des contradictions qui pourraient bien déboucher, comme en Iran, sur la réaction la plus noire. Si les intégristes arrivaient au pouvoir, c'en serait fini même des quelques droits minimes qui existent aujourd'hui en Algérie pour les femmes tels que le droit formel au travail, celui de se pourvoir en justice ou de s'habiller comme elles le désirent.

NON AU VOILE ! POUR LA SEPARATION DE LA RELIGION ET DE L'ETAT !

La guerre victorieuse d'indépendance menée par les masses algériennes contre le colonialisme français a été invoquée à l'époque par les nationalistes du tiers monde pour prouver que la révolution ouvrière n'était plus nécessaire pour ouvrir la voie à la libération vis-à-vis de l'impérialisme. Avec le renversement du capitalisme à Cuba, le soi-disant « socialisme » algérien était censé confirmer le potentiel révolutionnaire des paysans et des masses plébéiennes que l'idéologue du FLN, Frantz Fanon, appelait les « damnés de la terre ». Mais à la différence de la révolution sociale qui établit à Cuba, par le haut, un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé, le FLN remplaça le pouvoir colonial du capital français par le pouvoir d'une bourgeoisie autochtone étroitement liée à l'impérialisme par le biais du marché mondial. Et rien ne rend plus clair la continuation de l'arriération et de l'oppression coloniales que la condition faite aux femmes algériennes.

L'Algérie « socialiste » a été incapable de mener à bien même les tâches démocratiques les plus élémentaires. Elle a renforcé au contraire l'emprise de la religion et la structure familiale autoritaire comme piliers essentiels de la domination bourgeoise. Aujourd'hui, les femmes vivent fondamentalement comme avant et pendant la domination coloniale française. Enfermées à la maison, exclues du travail et de la vie politique, vendues en mariage à des inconnus, condamnées toutes jeunes à des grossesses répétées, sans accès réel aux méthodes de contrôle des naissances, manquant de soins médicaux spécifiques et souvent sous-alimentées - c'est cela

l'existence infernale de la plupart des femmes algériennes.

Et cette réalité n'est pas simplement un vestige du passé en voie de disparition. Elle résume en fait toute la politique du FLN au pouvoir. Des lois comme le Code de la famille, adopté en 1984, codifient les préceptes de base de la charia islamique sur les femmes et la famille, officialisant la polygamie imposée, autorisant le mari à divorcer à sa guise, interdisant le mariage entre une femme musulmane et un homme non musulman, reléguant les femmes dans un statut de mineures permanentes, soumises à l'autorité de leur père, de leur oncle, de leur frère, puis de leur mari et de ses parents mâles.

Selon le Code de la famille, une épouse doit « obéissance » à son mari qui peut divorcer à tout moment sans avoir à fournir de motif. La femme ne peut solliciter le divorce que dans des cas très limités (comme la non-consommation du mariage). Et encore, lorsqu'elle a obtenu le divorce et qu'elle a des enfants, elle n'a pas le droit de vivre à plus de 100 km de la résidence de son ex-mari qui, lui, est autorisé à reprendre ses enfants dès qu'ils ont atteint l'âge de 8 ans.

A peine 3,5 % des femmes ont pu trouver du travail hors de la maison. Les femmes qui travaillent ne représentent que 7,7 % de la population active (cf. *El-Moudjahid*, 19 février), un des taux les plus bas du monde. Sur cette question, l'effet de l'arriération obscurantiste se conjugue à la crise du capitalisme pour renforcer l'attitude largement répandue qu'il est pratiquement indécent pour une femme de chercher du travail. Et le FLN n'a d'ailleurs pas attendu la victoire du FIS pour mettre en pratique le programme islamiste contre le travail féminin: en un an, 19 000 emplois féminins ont été supprimés à la suite de licenciements. Les rares femmes qui essaient de vivre en dehors des limites de l'esclavage domestique de la famille patriarcale sont confrontées à des milliers d'obstacles. En plus de l'absence totale de crèches et du moindre confort ménager qui permettrait de faciliter les tâches domestiques, il est extrêmement difficile pour une femme seule de trouver un logement, sans parler d'un travail. Mais en plus, une femme risque de se faire arrêter pour atteinte aux bonnes mœurs si elle est seule dans un café, si elle prend une chambre d'hôtel seule ou si elle embrasse un homme en public. Et si elle est divorcée, il est noté sur son dossier de police qu'elle a été « répudiée ».

Cela est tout à fait conforme au fait, inscrit dans la constitution, que l'islam est la religion d'Etat. Certains musulmans « modernistes », arguant du caractère vague des justifications données par le Coran pour la réclusion forcée des femmes et le port du voile, prétendent que l'islam est compatible avec l'égalité des sexes. Mais le Coran est parfaitement clair sur l'attitude à l'égard des femmes: « Les hommes ont autorité sur les femmes à cause des préférences de dieu et à cause des dépenses des hommes. Les vertueuses sont dociles, elles protègent ce qui doit l'être selon la consigne de dieu. Celles dont vous craignez la désobéissance, exhortez-les, reléguez-les dans leur chambre, frappez-les, mais si elles vous écoutent ne les querellez plus, car dieu est sublime et grand » (le Coran, sourate IV dite « des femmes », verset 34, éd. Ph. Lebaud).

Néanmoins, le rôle de l'islam comme bastion de l'oppression des femmes n'est pas centralement le résultat des préceptes du Coran. Cela reflète surtout la nature des sociétés où l'islam est dominant. Tout comme le judaïsme ou le christianisme, l'enseignement islamique dépeint les femmes comme sensuelles et moralement inférieures, ayant besoin que les hommes les guident et les protègent contre leurs propres faiblesses.



Robert/Sygnia

Octobre 1988, l'armée de Chadli a écrasé dans le sang le soulèvement de la jeunesse algérienne.

té, la classe ouvrière algérienne, trahie de tous côtés, a été incapable de consolider ses luttes éparses dans une offensive unifiée, de se poser comme une alternative au régime du FLN et d'offrir une perspective aux masses plébéiennes et en particulier à la jeunesse désespérée. Cela a laissé le terrain libre aux islamistes du FIS qui cherchent à pousser leur avantage y compris dans la classe ouvrière en créant leur propre « syndicat ».

A BAS LA GUERRE SAINTE CONTRE LES FEMMES !

Aujourd'hui, les droits des femmes sont au centre de l'agitation politique.

a été brûlée à Annaba parce qu'elle était membre d'un groupe de femmes. A Ouargla, une autre a provoqué leur colère parce qu'elle vivait seule avec ses enfants et menait une vie « libre ». Ils brûlèrent sa maison, et son fils mourut dans l'incendie. De plus en plus couramment, le FIS se permet de poster ses gros bras à l'entrée des cités universitaires, vérifiant les papiers des hommes qui essaient d'entrer et empêchant les jeunes femmes de sortir après 18 heures, brutalisant celles qui refusent de se soumettre, ainsi cette étudiante de Blida fouettée par cette vermine parce qu'elle se rendait le soir à une réunion du PAGES. Aujourd'hui, nombre de femmes se sont mises à por-

Mais l'islam, et ce largement du fait qu'il est implanté dans des pays néo-coloniaux où l'arriération sociale est renforcée par l'oppression impérialiste, n'a pas eu à adapter son code moral répressif et son pouvoir séculier au principe d'égalité politique formelle introduit par les révolutions démocratiques bourgeoises.

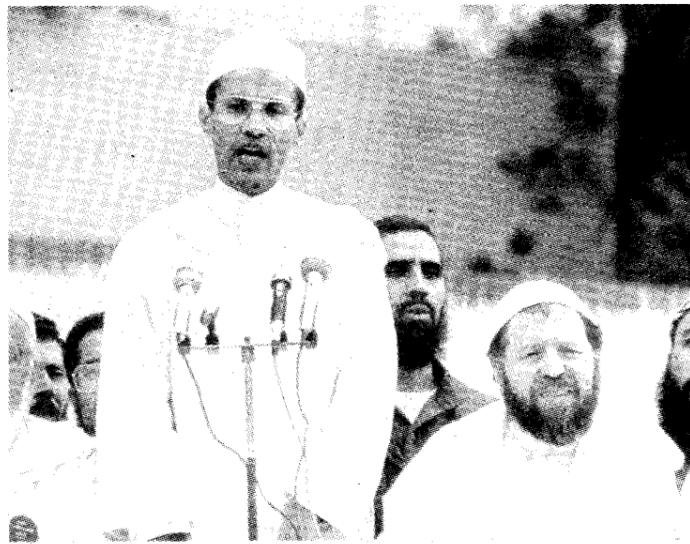
Depuis le soulèvement de 1988, un grand nombre de groupes femmes sont nés, exprimant une volonté farouche de lutter. Tous les libéraux et ceux qui se disent révolutionnaires saluent la naissance d'un mouvement autonome de femmes, en fait acceptent que l'oppression des femmes est avant tout le problème des femmes. Cette perspective de mouvement interclassiste démontre déjà son impuissance absolue à lutter réellement pour l'émancipation des femmes, quand on sait que tous les groupes féministes ne sont même pas d'accord sur l'abrogation pure et simple du Code de la famille. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est gagner ces femmes courageuses, qui se battent pour leur survie, au programme du trotskysme authentique - celui de la révolution prolétarienne qui seule jettera les bases pour leur réelle émancipation.

LA LUTTE NATIONALE ALGERIENNE N'A PAS LIBERE LES FEMMES

Le colonialisme français a utilisé l'oppression des femmes sous l'islam pour justifier son refus d'accorder les droits démocratiques aux musulmans. En fait, la domination coloniale a considérablement renforcé le poids de l'arriération et l'obscurantisme religieux. Un double système judiciaire et administratif avait été mis en place dans lequel la population musulmane a été soumise à la charia et administrée par les autorités religieuses. En théorie, une musulmane pouvait se marier devant le maire local et recevoir ainsi la protection de la loi française (le droit de divorcer, l'interdiction de la polygamie, etc.) mais pour ce faire il lui fallait renoncer à son statut de musulmane, ce qui l'excluait inévitablement de sa communauté. Dépossédée de ses terres et contrainte à une existence précaire en marge de l'économie coloniale, la population algérienne réagit en se réfugiant dans l'orthodoxie islamique, y compris en présentant la réclusion des femmes comme une protection des valeurs traditionnelles contre la décadence française. Une orthodoxie religieuse largement renforcée et encouragée par les nationalistes petits-bourgeois algériens. L'islam fut en effet un pilier idéologique de leur programme dès l'origine du mouvement nationaliste algérien et en 1949, dans le PPA-MTLD (mouvement d'où est sorti le FLN), la fraction ber-

bériste tenante d'une Algérie algérienne laïque fut définitivement vaincue et éliminée physiquement au profit de la ligne pour une Algérie arabo-islamique, ligne partagée par la suite par toutes les tendances du nationalisme algérien, qu'il s'agisse du FLN ou du Mouvement national algérien (MNA) de Messali Hadj.

Quand l'Algérie finalement acquit son indépendance, le port du voile était encore plus largement répandu, surtout dans les grandes villes, qu'avant l'arrivée des Français, un siècle et demi plus tôt. Des milliers de femmes ont lutté dans les rangs du FLN, mais leur intégration était le résultat d'exigences militaires plus que d'une volonté délibérée de faire avancer la cause de leur émancipation. Une proportion excessivement élevée de ces femmes héroïques sont mortes entre les mains des colonialistes mais, une fois l'indépendance acquise, la promesse d'une égalité née



Les chefs du FIS: Abassi Madani (assis à droite) et son bras droit Ali Belhadj.

dans la lutte n'est devenue rapidement qu'un souvenir.

La cause principale de cet état de choses n'est pas, comme le pensent les féministes, « les attitudes patriarcales » (sans aucun doute bien réelles) des dirigeants du FLN mais le résultat des forces de classe qui dominaient la lutte pour l'indépendance. La direction petite-bourgeoise du mouvement d'indépendance conclut un accord dans les années 50 avec les oulémas et fit tout ce qui était en son pouvoir pour empêcher que la lutte contre le colonialisme français ne débouche sur un renversement du capitalisme par la révolution socialiste.

Le prolétariat algérien concentré dans l'industrie en France pouvait constituer un lien vivant avec la lutte de classes révolutionnaire au cœur même de la puissance impérialiste. Le FLN ne l'utilisa que comme pourvoyeur de fonds et y instaura son hégémonie par rapport à l'autre aile nationaliste du MNA, surtout au moyen de luttes fratricides sanglantes. La première campagne entreprise par le FLN parmi les travailleurs algériens fut une campagne d'intimidation contre ceux qui fumaient ou buvaient de l'alcool, les récalcitrants ayant le nez coupé. Ces méthodes n'avaient pour but que de museler par la terreur cette force sociale potentielle et réduire son rôle dans la lutte pour l'indépendance.

Pendant ce temps, les dirigeants stalinien du PCF empêchaient la classe ouvrière française de jouer un rôle révolutionnaire. Alors qu'une politique internationaliste exigeait de donner, contre l'impérialisme français, un soutien militaire aux nationalistes algériens (sans que cela implique le moindre soutien politique) et de revendiquer l'indépendance immédiate de l'Algérie et de toutes les colonies françaises, le PCF fut pendant des années un ardent partisan de « l'Union française » (c'est-à-dire l'empire colonial), votant y compris, en tant que membre du gouvernement d'après-guerre, les budgets militaires au moment même où l'armée française massacrait les Algériens et les

Indochinois. Ce n'est que lorsque de Gaulle commença à chercher une solution néo-coloniale à une guerre coûteuse et perdue que le PCF se déclara en faveur de l'indépendance de l'Algérie. Pendant toute la durée de la lutte du peuple algérien, alors que les révélations sur les tortures se faisaient au grand jour et que les tensions dues à la guerre amenaient la classe dirigeante au bord de la guerre civile (comme le putsch des généraux à Alger en 1961), les réformistes du PCF n'ont jamais appelé à une grève politique significative contre la sale guerre coloniale.

Lorsque le colonialisme français reconnut l'indépendance de l'Algérie en 1962, les nationalistes petits-bourgeois du FLN avaient déjà affirmé avec les accords d'Evian leur engagement à défendre la propriété privée et le respect des intérêts clés de l'impérialisme français en Algérie. En ce sens, de Gaulle avait tiré les leçons de Cuba où la

pression implacable de l'impérialisme US a forcé les guérillistes petits-bourgeois de Castro, pour maintenir leur propre existence à la tête de l'Etat, à exproprier la bourgeoisie. La révolution algérienne a obtenu l'indépendance vis-à-vis du colonialisme français, au prix d'énormes pertes humaines, mais elle ne libéra pas les masses urbaines et paysannes de la pauvreté, de l'exploitation et de l'oppression sociale qui sont inséparables de la domination capitaliste.

IL FAUT CONSTRUIRE UN PARTI REVOLUTIONNAIRE

Ce qu'il faut pour enrayer l'offensive réactionnaire, c'est mobiliser la puissance sociale de la classe ouvrière aux côtés des victimes des attaques intégristes. La montée de la réaction islamique est une menace directe contre les travailleurs, ainsi que le montre le casage de grève par les milices du FIS. Mais au lieu d'essayer de préparer une contre-offensive de la classe ouvrière, les différents groupes qui se prétendent révolutionnaires appellent, à la suite des FFS et autres partis bourgeois, à une mythique « démocratisation » de la société qui surviendrait sans révolution socialiste. Ainsi, le Parti socialiste des travailleurs (PST), lié au Secrétariat unifié (SU) d'Ernest Mandel, et l'Organisation socialiste des travailleurs (OST), liée au PCI français de Pierre Lambert, centrent leur programme sur la revendication d'assemblée constituante, conçue comme un produit non pas d'une poussée révolutionnaire conduisant à la révolution socialiste mais d'élections « démocratiques » sous le capitalisme.

Ainsi, le PST critique le régime Chadli pour avoir organisé des élections locales en expliquant qu'« il aurait été plus démocratique [...] d'organiser l'élection, à la proportionnelle, d'une assemblée nationale constituante » (Rouge n° 1393, 22 mars). Entre parenthèses, si tel avait été le cas, le FIS aurait certainement remporté les élections. Et dans une interview à la revue

mandélienne du SU *Inprecor* (n° 305, 23 mars-5 avril), le porte-parole du PST propose « un programme transitoire démocratique qui passe par la constitution d'un front ouvrier et populaire large, pour imposer un gouvernement toutes les forces qui se réclament du combat des masses populaires ». C'est la formule classique d'un front populaire avec des secteurs de la bourgeoisie. La référence à un « gouvernement des travailleurs » ne doit abuser personne : il convient de rappeler qu'en 1963, au moment de sa fondation, le SU justifiait ses liens avec le régime du FLN de Ben Bella en le qualifiant de « gouvernement ouvrier et paysan ».

L'histoire de l'Algérie démontre irréfutablement qu'à l'époque de la décadence impérialiste il n'y a aucune place pour un développement indépendant des pays capitalistes arriérés. Les « bourgeoisies nationales », faibles, étroitement liées à l'impérialisme et menacées par leur propre prolétariat, ne peuvent même pas accomplir les tâches démocratiques autrefois associées aux révolutions bourgeoises, sans parler de construire le « socialisme ». Ainsi que l'a affirmé la théorie de la révolution permanente de Trotsky, ces tâches ne peuvent être réalisées qu'avec l'accession au pouvoir de la classe ouvrière, rassemblant derrière elle toutes les couches opprimées de la société. Et il faut pour cela une direction révolutionnaire, un parti du prolétariat sur le modèle du Parti bolchévique de Lénine.

La Révolution russe d'octobre 1917 n'a pas seulement permis à l'Union soviétique de connaître un développement économique qui en a fait une grande puissance industrielle. Malgré les reculs qui ont accompagné la consolidation de la bureaucratie stalinienne, elle a aussi élevé le statut social des femmes à un niveau supérieur à celui des pays capitalistes avancés, et y compris en Asie centrale.

La révolution d'Octobre a montré la nécessité d'un parti révolutionnaire de la classe ouvrière, un parti qui joue le rôle de tribun de tous les opprimés. Un tel parti saura particulièrement mobiliser l'énergie révolutionnaire et la détermination des femmes d'une manière qui n'était qu'annoncée dans la lutte des masses algériennes contre le colonialisme français. Un tel parti inscrira sur son drapeau la lutte pour la séparation de la religion et de l'Etat, l'émancipation des femmes par la révolution socialiste, la révolution agraire, l'égalité entre les différentes langues parlées en Algérie. Un parti qui organisera le prolétariat pour arracher le pouvoir des mains des banqueroutiers corrompus du FLN, repousser la menace islamiste et instaurer un gouvernement ouvrier et paysan, basé sur les soviets, qui brisera les chaînes de l'exploitation impérialiste en mettant réellement le socialisme à l'ordre du jour en Algérie et au-delà dans une fédération socialiste du Maghreb.

Corrections

L'article « Le nationalisme économique fracture le COMECON » (*le Bolchévik* n° 99, février) était illustré de deux graphiques montrant le coût de plus en plus élevé du pétrole soviétique et l'accroissement parallèle de la dette de l'Europe de l'Est auprès des banques occidentales. Les légendes de ces deux graphiques ont été interverties par inadvertance.

Dans l'article « Afrique de l'Ouest - Les fantoches de Mitterrand ébranlés par les révoltes populaires » (*le Bolchévik* n° 100, mars), nous écrivions que « les ex-dictateurs Ahidjo du Cameroun et Duvalier d'Haïti continuent à dépenser tranquillement sur la côte d'Azur les milliards volés à leurs peuples ». Si Duvalier bénéficie toujours de l'hospitalité de Mitterrand, Ahidjo est en fait mort dans son lit le 30 novembre dernier.

LE BOLCHEVIK

ABONNEZ-VOUS !

30 F pour 10 numéros
Hors Europe : 40 F (avion 60 F)
Etranger : mandat poste international

NOM _____
ADRESSE _____
TEL _____

Ecrire au Bolchévik,
B.P. 135-10,
75463 Paris Cedex 10

Faillite du nationalisme du FLN

Poussée de la réaction islamiste en Algérie

Le résultat des élections locales du 12 juin a fait l'effet d'une bombe en Algérie et dans toute l'Afrique du Nord. Le Front islamique du salut (FIS) s'est emparé de la majorité des grandes villes et des villes de moyenne importance et a pris le contrôle de 32 wilayas (départements) sur les 48 que compte le pays, alors que le FLN n'a réussi à conserver qu'à peine un tiers des conseils municipaux. Certes, les réactionnaires islamistes du FIS ont obtenu cette écrasante majorité avec 35 % d'abstentions et, surtout, la majorité des femmes n'ont pu exprimer librement leur choix puisqu'à cause du système de vote par procuration institué par le FLN les chefs de famille pouvaient voter pour leur femme et leurs filles.

Quoi qu'il en soit, le vote du 12 juin représente avant tout un désaveu du FLN, corrompu et décomposé, qui dirige le pays depuis 1962, date de l'indépendance arrachée à l'impérialisme français rapace et sanguinaire après huit ans d'une guerre particulièrement meurtrière pour le peuple algérien. Mais cela représente également une dramatique progression de l'influence de la réaction islamiste et de son appel à la guerre sainte contre les femmes qui a trouvé un écho dans les masses urbaines déshéritées.

Fait significatif, seule la Kabylie a démontré son hostilité à la fois au FLN et au FIS en s'abstenant massivement (78 % environ) et en apportant ses suffrages au Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), un parti au programme bourgeois libéral, surtout basé sur la petite-bourgeoisie berbère. Ce vote d'opposition est l'expression de la méfiance et de l'hostilité de la population berbère vis-à-vis du FLN qui a entrepris de « construire la nation algérienne », « arabe et musulmane », à coups de décret-loi et de matraque. Cette politique réactionnaire s'est traduite, par exemple, par une campagne d'arabisation forcée ayant pour pendant la négation totale des droits démocratiques nationaux des Berbères, qui, par ailleurs, ont été aux premiers rangs de la lutte pour l'indépendance. D'autre part, il ne fait pas de doute pour cette minorité opprimée depuis des décennies que le FIS, fanatique de l'arabo-islamisme, ne pourra lui apporter qu'une oppression encore plus brutale.

En 1988, l'Algérie a été profondément ébranlée par des grèves ouvrières et, en octobre, par des émeutes de la faim déclenchées par la jeunesse sans avenir des quartiers pauvres d'Alger et d'autres villes et écrasées dans le sang par l'armée. Par la suite, le président Chadli Bendjedid promit le multipartisme et des « élections libres » et intensifia la libéralisation de l'économie (vente des entreprises nationalisées aux multinationales, privatisation de l'agriculture, levée du contrôle des prix), ce qui a simplement eu pour effet d'accroître le chômage et l'inflation.

A peine un an et demi après la répression sanglante de 1988, le pays est à nouveau au bord de l'explosion. Partout, manifestations et agitation se développent contre les conditions de vie intolérables, et la classe ouvrière défie à nouveau le régime de Chadli par une



Alger, le 10 mai — Manifestation de masse contre les intégristes

vague de grèves dans des secteurs stratégiques. Mais si les explosions de 1988 étaient marquées par le vide politique et l'absence d'alternative au FLN, aujourd'hui le sinistre FIS a entamé une lutte sans merci pour le pouvoir et se présente comme la seule opposition radicale au régime.

Le soulagement provoqué par la fin du monopole politique du FLN s'accompagne de la peur grandissante de ce

des ailes à cette autre vermine qui a profité du désarroi de la classe ouvrière tunisienne qui, trahie par ses directions, n'a pu offrir aucune perspective après l'écrasement des émeutes de la faim en 1984.

En France aussi, le résultat des élections algériennes a pris une allure d'affaire intérieure. L'impérialisme français, qui a saigné l'Algérie coloniale pendant 130 ans, qui a sur les mains le

A bas la guerre sainte contre les femmes !

que les fanatiques islamistes qui contrôlent maintenant le pouvoir local pourraient en faire. Outre les ressources financières supplémentaires auxquelles ils vont accéder et qui vont leur permettre de payer des hommes de main et de s'acheter plus de soutiens politiques, ils auront toute latitude pour faire régner par la démagogie et la terreur leur ordre moral, interdire l'alcool, fermer les discothèques, interdire la mixité dans l'enseignement et sur les lieux de travail, et surtout imposer à celles qui l'ont rejeté l'esclavage du voile et mettre encore plus d'obstacles à leur accession au monde du travail.

La victoire électorale des islamistes apparaît également comme une menace sur les autres pays du Maghreb déchirés par les mêmes contradictions. Et la menace se fait plus pressante dans la Tunisie voisine, longtemps présentée comme un modèle de nationalisme « modernisateur », mais où les intégristes du Mouvement de la tendance islamique représentent aujourd'hui la principale opposition au régime. Le renforcement du FIS ne peut que donner

dans ce pays. En novembre dernier, l'affaire des foulards islamiques a servi de prétexte à une campagne raciste au nom de la « défense de la laïcité » et a mis en lumière le large consensus raciste sur la ségrégation imposée aux « immigrés » et à leurs enfants. Luttant fermement pour les pleins droits de citoyenneté pour les « immigrés », nous avons condamné les exclusions de ces jeunes filles des établissements scolaires, exclusions qui ne pouvaient représenter qu'un acte de discrimination raciste (cf. *le Bolchévik* n° 97, novembre-décembre 1989). Dans le même temps, notre organisation internationale, la Ligue communiste internationale, s'est battue et se bat avec intransigeance contre les forces islamistes qui veulent contraindre les femmes à porter le voile, comme en Iran et en Afghanistan.

**MOBILISATION OUVRIERE
POUR BALAYER LA REACTION
ISLAMISTE !**

Le 20 avril, le FIS se livrait à une démonstration de force en faisant défiler 100 000 manifestants dans les rues d'Alger. Partis des mosquées, les manifestants, exclusivement des hommes (les organisateurs avaient interdit aux femmes d'y participer), ont convergé vers le palais présidentiel. Les intégristes étaient rejoints par les jeunes chômeurs de Bab-el-Oued et autres quartiers pauvres de la capitale. Le service d'ordre paramilitaire écartait toutes les femmes rencontrées sur son chemin. Devant le palais présidentiel, les organisateurs donnèrent lecture d'une liste de revendications, appelèrent à dissoudre le parlement (exclusivement FLN) et exigèrent de Chadli un engagement à faire respecter la loi islamique, la charia, qui préconise, entre autres châtiments, la lapidation des femmes accusées d'« adultère ».

Au lendemain des élections, Ali Belhadj, le prêcheur démagogue du FIS, déclarait que « c'est l'islam qui a été vainqueur, comme toujours, et non la démocratie » et que les musulmans ne seront pas satisfaits avant d'avoir « rétabli le khalifat » (*le Monde*, 16 juin). Mais ces références permanentes à l'orthodoxie religieuse s'accompagnent d'une allégeance de classe clairement démontrée par le FIS lui-même. Allié aux commerçants, au système parasitaire du *trabendo* (trafic en tous genres au marché noir), il a organisé récemment la jeunesse des quartiers pauvres d'Alger pour nettoyer les rues, cassant ainsi la grève des éboueurs qui luttait pour leurs salaires et des logements décentes.

En réponse à la montée de la réaction islamiste, plusieurs manifestations ont été organisées. Le parti au pouvoir avait d'abord appelé à une contre-manifestation le même jour que la manifestation du FIS, et l'a annulée au dernier moment. Le 17 mai, le FLN organisait finalement sa propre manifestation de masse à Alger, rassemblant environ 100 000 personnes, originaires pour la plupart des zones rurales et amenées en cars à Alger pour la cir-

Suite page 9